



ASSUR' AUTO

Conditions Générales - Type

Assurance Non-Vie | Assurance Vie



ASSUR' AUTO

Conditions Générales - Type



Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1053-06 du 28 rabii II 1427 (26 mai 2006) fixant les conditions générales - type des contrats relatifs à l'assurance responsabilité civile automobile.

Le ministre des finances et de la privatisation, Vu la loi n° 17-99 portant code des assurances promulguée par le dahir n° 1-02-238 du 25 rejeb 1423 (3 octobre 2002), telle qu'elle a été modifiée et complétée ;

Vu le décret n° 2-04-355 du 19 ramadan 1425 (2 novembre 2004) pris pour l'application de la loi n° 17-99 portant code des assurances, notamment son article premier 15) ;

Après avis du Comité consultatif des assurances,

Arrête :

Article premier

En application du 15) de l'article premier du décret n° 2.04.355 du 19 ramadan 1425 (2 novembre 2004) susvisé, les conditions générales - type des contrats relatifs :

- à l'assurance «responsabilité civile automobile» visée à l'article 120 de la loi n° 17-99 susvisée sont celles fixées en annexe 1 du présent arrêté ;
- à l'assurance «responsabilité civile automobile garagistes» visée à l'article 120 de la loi n° 17-99 précitée sont celles fixées en annexe 2 du présent arrêté.

Article 2

Est abrogé l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 857-05 du 2 rabii I 1426 (11 avril 2005) fixant les conditions générales - type des contrats relatifs à l'assurance responsabilité civile automobile.

Article 3

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa publication au Bulletin officiel pour les nouvelles souscriptions et à la date de leur renouvellement pour les contrats en cours.

Toutefois, les dispositions de l'article 19 de l'annexe 1 et de l'article 17 de l'annexe 2 du

présent arrêté ne sont applicables qu'à compter du 6 juillet 2006.

Article 4

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.
Rabat, le 28 rabii II 1427 (26 mai 2006)

FATHALLAH OUALALOU

ANNEXE 1

Conditions générales - type du contrat relatif à l'assurance «responsabilité civile automobile»

Le contrat d'assurance «responsabilité civile automobile», dont les conditions générales-type figurent ci-après, est régi par la loi n° 17-99 portant code des assurances telle qu'elle a été modifiée et complétée et les textes pris pour son application.

I. OBJET ET ETENDUE DE LA GARANTIE

Article premier

Définitions

On entend par :

1. Souscripteur

La personne morale ou physique, ainsi dénommée aux conditions particulières du contrat.

2. Assuré

Le souscripteur du contrat, le propriétaire du véhicule assuré et toute personne ayant, avec l'autorisation de l'un ou de l'autre, la garde ou la conduite du véhicule assuré, à l'exception des garagistes et personnes pratiquant habituellement le courtage, la vente, la réparation, le dépannage ou le contrôle du bon fonctionnement des véhicules automobiles, ainsi que leurs préposés, en ce qui concerne les véhicules qui leur sont confiés en raison de leur fonction.

3. Véhicule assuré

Le véhicule terrestre à moteur non lié à une voie ferrée, désigné aux conditions particulières et, le cas échéant, ses remorques ou semi-remorques désignées également aux conditions particulières.

4. Personne transportée à titre gratuit

Tout passager transporté sans rémunération, même s'il est transporté par l'assuré en vue de la recherche d'une affaire commune, ou si sans payer de rétribution du transport proprement dite, il participe aux frais de route.

Article 2

Objet de la garantie

Sous réserve des exclusions d'assurance stipulées aux articles 4, 6 et 7 ci-dessous ainsi que des limitations de garantie prévues à l'article 8 ci-après, l'entreprise d'assurances et de réassurance, ci-après dénommée «l'assureur», garantit la responsabilité civile de l'assuré à raison des dommages corporels ou matériels, à la personne ou aux biens des tiers, résultant des accidents, incendies ou explosions causés par le véhicule assuré ou provenant du fait des engins, accessoires et produits servant à son utilisation, des objets et substances qu'il transporte ainsi que de la chute de ces engins, accessoires, produits, objets ou substances.

La garantie s'applique aux accidents causés par le véhicule assuré :

- a) soit qu'il remorque occasionnellement un véhicule en panne ;
- b) soit qu'il soit remorqué lui-même par un autre véhicule.

Si le véhicule assuré est un véhicule de dépannage, la garantie s'applique lorsqu'il remorque ou transporte d'autres véhicules et lors d'opérations de dépannage par ledit véhicule.

La garantie couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant être encourue du fait d'accident occasionné par l'ouverture d'une portière par toute personne en vue de prendre place dans le véhicule assuré ou ayant pris place dans ledit véhicule.

Article 3

Etendue géographique

L'assurance produit ses effets au Maroc et dans les pays adhérents à la convention - type interbureau régissant le système de la carte verte ou à la convention entre les pays membres de la ligue des Etats arabes relative à la circulation des véhicules automobiles dans les pays arabes et à la carte internationale arabe d'assurance pour les véhicules automobiles (carte orange) signée à Tunis le 15 rabii II 1395 (26 avril 1975) et publiée par le dahir n° 1-77-183 du



5 chaoual 1397 (19 septembre 1977), ou à une convention bilatérale ou multilatérale relative à toute autre carte dûment ratifiée et publiée par le Maroc.

Pour la carte verte, la liste des Etats où l'assurance produit ses effets figure aux conditions particulières.

La garantie peut être étendue par accord des parties à tout Etat désigné expressément aux conditions particulières.

II - EXCLUSIONS D'ASSURANCE ET LIMITATION DE GARANTIE

Article 4

Exclusions générales

Le présent contrat n'assure pas :

- a) les dommages survenus au cours de rallyes, épreuves, courses ou compétitions (ou leurs essais), lorsque l'assuré y participe en qualité de concurrent, d'organisateur ou de préposé de l'un d'eux ;
- b) les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes. Toutefois, il n'est pas tenu compte pour l'application de cette exclusion, des transports d'huiles, d'essences minérales ou de produits similaires ne dépassant pas 500 kilogrammes ou 600 litres, y compris l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur du véhicule assuré ;
- c) les dommages subis par les marchandises et objets transportés par le véhicule assuré ainsi que les vols portant sur ces marchandises ou objets ;
- d) les dommages causés intentionnellement par le souscripteur du contrat ou le propriétaire du véhicule assuré ainsi que par toute personne ayant, avec l'autorisation de l'un ou de l'autre, la garde ou la conduite du véhicule assuré.

Toutefois, l'assureur reste garant des pertes et dommages causés par les personnes dont l'assuré est civilement responsable en vertu de l'article 85 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et

des contrats, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

- e) les dommages résultant des effets directs ou indirects d'explosions, de dégagements de chaleur, d'irradiation provenant de transmutation de noyaux d'atomes ou de la radioactivité ainsi que des effets de radiation provoqués par l'accélération artificielle des particules ;
- f) les dommages occasionnés par des faits de guerre étrangère ou civile, des émeutes ou des mouvements populaires ;
- g) sous réserve des dispositions du 3^{ème} alinéa de l'article 2 ci-dessus, les dommages résultant des opérations de chargement ou de déchargement du véhicule assuré ;
- h) les amendes et leurs décimes ;
- i) les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il est utilisé pour le transport à titre onéreux, si le contrat n'est pas souscrit pour l'assurance d'un véhicule déclaré pour une telle utilisation ;
- j) les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il est confié par l'assuré à des garagistes et personnes pratiquant habituellement le courtage, la vente, la réparation, le dépannage ou le contrôle du bon fonctionnement des véhicules automobiles, en raison de leur fonction ;
- k) les dommages résultant du fonctionnement de bennes basculantes, grues et autres appareils dont est muni le véhicule assuré, lorsqu'il est immobilisé pour effectuer des travaux, ainsi que les dommages matériels :
 - causés par le véhicule assuré spécialement construit ou adapté pour des travaux de chantier, de manutention ou de nature industrielle ou forestière, à l'occasion de son utilisation pour effectuer de tels travaux ;
 - résultant d'incendie ou d'explosions causés par le véhicule assuré spécialement construit ou adapté pour pratiquer le camping ou servir d'habitation, lorsqu'il est immobilisé hors de la voie publique pour de tels usages ;

l) les dommages causés aux personnes ci-après :

1. le souscripteur du contrat, le propriétaire du véhicule assuré et toute personne ayant, avec leur autorisation, la garde ou la conduite du véhicule assuré ;
2. le conducteur du véhicule assuré ;
3. lorsqu'ils sont transportés dans le véhicule assuré, les représentants légaux de la personne morale propriétaire du véhicule assuré ;
4. pendant leur service, les salariés ou préposés de l'assuré ou du conducteur dont la responsabilité est engagée du fait de l'accident.

Article 5

Exclusions rachetables

La garantie peut être étendue par accord des parties, expressément stipulé aux conditions particulières, aux risques exclus en vertu de l'article 4 paragraphes a), b), c), e), f) . g) et k).

Article 6

Exclusions concernant les personnes transportées

La garantie de la responsabilité de l'assuré à l'égard des personnes transportées dans le véhicule assuré, autres que celles exclues en vertu du paragraphe l) de l'article 4 ci-dessus, afférente aux dommages corporels causés à ces personnes n'a d'effet :

- a) en ce qui concerne les véhicules destinés au transport public de personnes, que lorsque les passagers sont transportés à l'intérieur de véhicules équipés d'une carrosserie aménagée pour le transport des voyageurs ;
- b) en ce qui concerne les voitures de place (taxis ou véhicules de grande remise), que lorsque le nombre des personnes transportées ne dépasse pas celui prévu par l'autorisation de transport ;
- c) en ce qui concerne, les autres véhicules de transport de voyageurs, à l'exception du

transport urbain, que lorsque le nombre de personnes transportées ne dépasse celui figurant dans les conditions particulières ni de dix pour cent (10%) ni de cinq (5) personnes. Les enfants de moins de dix (10) ans ne sont comptés que pour moitié ;

- d) en ce qui concerne les véhicules de tourisme, que lorsque le nombre des personnes transportées ne dépasse pas, de plus de cinquante pour cent (50%), celui des places prévues par le constructeur ou à défaut, le nombre de places homologué par le ministère chargé des transports, les enfants de moins de dix (10) ans n'étant comptés que pour moitié ;
- e) en ce qui concerne les véhicules destinés au transport de marchandises, qu'à condition :

- que les passagers soient transportés soit à l'intérieur de la cabine, soit sur un plateau muni de ridelles, soit à l'intérieur d'une carrosserie fermée ;
- que le nombre des personnes transportées n'excede ni huit (8) personnes au total ni cinq (5) personnes hors de la cabine, les enfants de moins de dix (10) ans n'étant comptés que pour moitié ;

- f) en ce qui concerne les tracteurs non destinés au transport de marchandises, les triporteurs et les véhicules à deux roues avec side-car, que lorsque le nombre des personnes transportées ne dépasse pas celui des places prévues par le constructeur. Toutefois, la présence dans un side-car d'un enfant de moins de cinq (5) ans accompagné d'un adulte n'implique pas dépassement ;
- g) en ce qui concerne les véhicules à deux roues, que lorsqu'ils ne transportent pas plus d'un seul passager en sus du conducteur, quel que soit l'âge dudit passager ;
- h) en ce qui concerne les remorques ou semi-remorques entrant dans la définition du véhicule assuré, qu'à la double condition qu'elles soient construites en vue d'effectuer des transports de personnes et que les passagers soient transportés à l'intérieur de la remorque ou semi-remorque.



Article 7

Exclusion concernant le permis de conduire.

Sous réserve des dispositions du 2^{ème} alinéa du paragraphe d) de l'article 4 ci-dessus, il n'y a pas assurance lorsque, au moment du sinistre, le conducteur du véhicule assuré n'est pas titulaire d'un permis de conduire en état de validité exigé par la réglementation pour la conduite du véhicule assuré.

L'exclusion d'assurance ne s'applique pas si le contrat concerne un véhicule muni d'un dispositif de double commande (auto-école) lorsque le conducteur prend une leçon de conduite, avec l'assistance d'un moniteur titulaire d'un permis de conduire régulier, ou est en cours d'examen.

Article 8

Limites de garantie

Dans le respect des dispositions de l'article 123 de la loi n° 17-99 précitée, le montant de la garantie peut être fixé aux conditions particulières.

Sont couverts par l'assureur et à sa charge exclusive, en sus de la somme garantie, les intérêts, les frais de procédure ou autres et honoraires, même si l'indemnité allouée à la victime ou à ses ayants droit est supérieure à la somme garantie ; toutefois, les intérêts afférents à la partie de l'indemnité ainsi mise à la charge de l'assuré insuffisamment garanti, sont supportés par ce dernier.

En cas d'attribution de rente viagère allouée aux tiers, aux voyageurs transportés ou à leurs ayants droit, la limite des charges de l'assureur est calculée d'après la valeur en capital de la rente allouée au jour de l'accord ou de la décision de justice ; cette valeur est calculée d'après le tarif de la Caisse nationale de retraites et d'assurance instituée par le dahir n° 1-59-301 du 24 rabii II 1379 (27 octobre 1959) relatif à la constitution de rente à capital aliéné.

III. FORMATION, DATE D'EFFET, DUREE ET RESILIATION DU CONTRAT

Article 9

Formation, date d'effet et durée

Le présent contrat est parfait dès qu'il est signé

par les parties ; l'assureur peut en poursuivre, dès ce moment, l'exécution, mais l'assurance ne produit ses effets qu'à compter de la date indiquée aux conditions particulières. Les mêmes dispositions s'appliquent à tout avenant au contrat.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que, même avant la délivrance du contrat ou de l'avenant, l'assureur et l'assuré ne soient engagés, l'un à l'égard de l'autre, par la remise d'une note de couverture.

Le contrat est conclu pour la durée fixée aux conditions particulières

Toutefois, chacune des parties a le droit de se retirer à l'expiration d'une période de trois cent soixante cinq (365) jours à compter de la date d'effet du contrat sous réserve d'en informer l'autre partie, dans les formes prévues à l'article 10 ci-dessus, avec un préavis de trente (30) jours.

Lorsque la durée du contrat est supérieure à un an, elle doit être rédigée en caractères très apparents et rappelée également en caractères très apparents par une mention figurant au-dessus de la signature du souscripteur.

A défaut de cette mention, le souscripteur peut, nonobstant toute clause contraire, résilier le contrat, sans indemnité, chaque année à la date anniversaire de sa prise d'effet, moyennant un préavis de trente (30) jours.

A défaut de mention de durée ou lorsque celle-ci n'est pas mentionnée en caractères très apparents, le contrat est réputé souscrit pour une année.

Lorsque les parties conviennent de la prorogation du contrat par tacite reconduction, elle doit être spécifiée dans les conditions particulières.

La durée de chacune des prorogations successives du contrat par tacite reconduction ne peut, en aucun cas, être supérieure à une année.

Lorsque le contrat est à tacite reconduction, les conditions particulières doivent comporter la stipulation prévue à l'article 7 de l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 2240-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) relatif au contrat d'assurance.

Article 10**Résiliation**

Le contrat est résilié ou peut l'être, dans les cas ci-après :

1. Résiliation à la demande du souscripteur :

- a) dans les cas prévus à l'article 9 ci-dessus ;
- b) en cas de disparition de circonstances aggravant les risques assurés mentionnés aux conditions particulières, si l'assureur refuse de diminuer le montant de la prime en conséquence (article 25 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- c) en cas de résiliation après sinistre, par l'assureur, d'un autre contrat (article 26 de la loi n° 17-99 précitée).

2. Résiliation à la demande des créanciers de l'assuré propriétaire du véhicule assuré :

en cas de déconfiture ou de liquidation judiciaire de l'assuré propriétaire du véhicule assuré (article 27 de la loi n° 17-99 précitée).

3. Résiliation à la demande des héritiers de l'assuré propriétaire du véhicule assuré :

- en cas de décès de l'assuré propriétaire du véhicule assuré (article 28 de la loi n° 17-99 précitée).

4. Résiliation à la demande de l'assureur :

- a) dans les cas prévus à l'article 9 ci-dessus ;
- b) en cas de non-paiement d'une prime ou d'une fraction de prime (article 21 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- c) en cas d'aggravation des risques (article 24 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- d) avant sinistre, en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration des risques soit à la souscription, soit en cours de contrat (article 31 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- e) en cas de déconfiture ou de liquidation judiciaire de l'assuré propriétaire du véhicule assuré (article 27 de la loi n° 17-99 précitée) ;

f) en cas de décès de l'assuré propriétaire du véhicule assuré (article 28 de la loi n° 17-99 précitée).

5. Résiliation de plein droit :

- a) en cas de retrait de l'agrément de l'assureur afférent à la catégorie d'assurance responsabilité civile automobile, le contrat est résilié de plein droit dès le 20^{ème} jour à midi, à compter de la publication de l'arrêté portant retrait d'agrément au Bulletin officiel conformément à l'article 267 de la loi n° 17-99 précitée ;
- b) en cas de perte totale du véhicule assuré (article 46 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- c) en cas d'aliénation du véhicule assuré (article 29 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- d) en cas de réquisition de la propriété du véhicule assuré (article 33 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- e) en cas de liquidation judiciaire de l'assureur (article 27 de la loi n° 17-99 précitée).

A l'exception des cas prévus aux articles 21 et 28 de la loi n° 17-99 précitée, dans tous les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime ou cotisation afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru n'est pas acquise à l'assureur.

Elle doit être restituée, si elle a été perçue d'avance, dans les conditions prévues par les articles 24, 25, 26, 27, 29, 31, 33, 46 et 267 de la même loi.

Dans tous les cas où le souscripteur a la faculté de demander la résiliation, il peut le faire à son choix soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée, soit par tout autre moyen indiqué dans les conditions particulières.

Dans tous les cas où l'assureur a la faculté de demander la résiliation, il peut le faire, par lettre recommandée, au dernier domicile du souscripteur connu de l'assureur.



Article 11

Suspension

Le contrat est suspendu ou peut l'être, dans les cas ci-après :

1. Suspension par accord des parties :

- en cas de réquisition de la propriété du véhicule assuré (article 33 de la loi n° 17-99 précitée).

2. Suspension à l'initiative de l'assureur :

- en cas de non-paiement d'une prime ou d'une fraction de prime (article 21 de la loi n° 17-99 précitée).

3. Suspension de plein droit :

- en cas de réquisition de l'usage du véhicule assuré (article 34 de la loi n° 17-99 précitée).

Article 12

Transfert de propriété du véhicule assuré

En cas d'aliénation du véhicule assuré, et seulement en ce qui concerne le véhicule aliéné, le contrat d'assurance est résilié de plein droit à la date d'immatriculation du véhicule au nom du nouveau propriétaire et s'il s'agit d'un véhicule non soumis à immatriculation, la résiliation prend effet huit (8) jours après le jour de la cession.

Dans ce cas, l'assureur doit rembourser à l'assuré la portion de prime ou cotisation afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

L'assuré et l'assureur peuvent convenir par avenant, avant la vente du véhicule, du transfert de la garantie sur un autre véhicule appartenant à l'assuré.

L'assurance demeure en vigueur pour les autres véhicules garantis par le contrat et restés en possession de l'assuré.

IV. DECLARATIONS DES RISQUES PAR L'ASSURE

Article 13

A la souscription du contrat, l'assuré doit déclarer exactement à l'assureur toutes les circonstances connues de lui qui sont de nature à faire apprécier

par l'assureur les risques qu'il prend en charge.

En cours de contrat, l'assuré doit déclarer à l'assureur les circonstances spécifiées dans les conditions particulières qui ont pour conséquence d'aggraver les risques.

Cette déclaration doit être faite par lettre recommandée préalablement à l'aggravation des risques si celle-ci résulte du fait de l'assuré et dans un délai de huit (8) jours à partir du moment où il a eu connaissance de ladite aggravation si les risques sont aggravés sans le fait de l'assuré.

Dans l'un et l'autre cas, l'assureur a la faculté soit de résilier le contrat, soit de proposer un nouveau taux de prime.

Si l'assureur opte pour la résiliation, celle-ci prend effet le 10^{ème} jour de la notification de l'avis de résiliation par lettre recommandée.

Si l'assuré ne donne pas de suite à la proposition de l'assureur ou s'il refuse expressément le nouveau taux dans le délai de trente (30) jours à compter de la notification de la proposition, l'assureur peut résilier le contrat au terme de ce délai, à condition d'avoir informé l'assuré de cette faculté, en la faisant figurer en caractères apparents dans la lettre de proposition.

Toutefois, l'assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques quand, après en avoir été informé de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement au maintien de l'assurance, spécialement en continuant à recevoir les primes ou en payant après un sinistre une indemnité.

Article 14

Le présent contrat est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a le droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si ladite omission ou déclaration inexacte est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit, soit de maintenir le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix (10) jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée.

Si les risques garantis par le contrat sont ou viennent à être couverts par d'autres contrats d'assurances, l'assuré doit en faire immédiatement la déclaration à l'assureur.

V - PRIMES

Article 15

Sauf clause contraire spécifiée aux conditions particulières, la prime est payable au domicile de l'assureur ou du mandataire désigné par lui à cet effet.

A défaut de paiement d'une prime ou d'une fraction de prime dans les dix (10) jours de son échéance et indépendamment du droit pour l'assureur de poursuivre l'exécution du contrat en justice, celui-ci peut suspendre la garantie vingt (20) jours après la mise en demeure de l'assuré.

Au cas où la prime annuelle a été fractionnée, la suspension de la garantie, intervenue en cas de non paiement de l'une des fractions de prime, produit ses effets jusqu'à l'expiration de la période restante de l'année d'assurance.

La prime ou fraction de prime est, dans tous les cas, portable après la mise en demeure de l'assuré.

L'assureur a le droit de résilier le contrat dix (10) jours après l'expiration du délai de vingt (20) jours mentionné ci-dessus.

Le contrat non résilié reprend pour l'avenir ses effets à midi du lendemain du jour où ont été payés à l'assureur ou au mandataire désigné par lui la prime arriérée, ou en cas de fractionnement de la prime annuelle, les fractions de prime ayant fait l'objet de la mise en demeure et celles venues à échéance pendant la période de suspension ainsi que, éventuellement, les frais de poursuite et de recouvrement.

Lorsque la mise en demeure est adressée en dehors du Maroc, le délai de vingt (20) jours mentionné au deuxième alinéa est doublé.

Article 16

La mise en demeure prévue à l'article 15 ci-dessus résulte de l'envoi d'une lettre recommandée adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement de la prime à leur dernier domicile connu de l'assureur. Si ce domicile est situé en dehors du Maroc, la lettre recommandée est accompagnée d'une demande d'avis de réception. Cette lettre, dont les frais d'établissement et d'envoi incombent à l'assureur, doit indiquer expressément qu'elle est envoyée à titre de mise en demeure, rappeler le montant et la date d'échéance de la prime et reproduire l'article 21 de la loi n° 17-99 précitée.

Article 17

La résiliation du contrat, intervenue en application du 3^{ème} alinéa de l'article 15 ci-dessus ne prend effet que si la prime ou fraction de prime n'a pas été payée avant l'expiration du délai de dix (10) jours prévu au 3^{ème} alinéa de l'article 15 ci-dessus.

La résiliation, qui doit être notifiée à l'assuré par lettre recommandée, prend effet à l'expiration du 30^{ème} jour de la date d'envoi de la lettre de mise en demeure prévue par l'article 15 ci-dessus.

Toutefois, lorsque la lettre de mise en demeure est adressée en dehors du Maroc, la résiliation ne prend effet qu'à l'expiration du 50^{ème} jour de la date d'envoi de ladite lettre.

Article 18

Révision de la prime

Lorsque le contrat est à tacite reconduction, l'assureur doit aviser le souscripteur par lettre recommandée soixante (60) jours au moins avant l'échéance en cas de modification de prime.

Le souscripteur peut alors résilier le contrat par lettre recommandée adressée à l'assureur trente (30) jours au moins avant cette échéance.

Si le souscripteur n'utilise pas la faculté de résiliation ci-dessus, il est réputé avoir accepté le nouveau montant de prime proposé par l'assureur.



Article 19

Réduction ou majoration de la prime

Pour la détermination de la prime, l'assureur doit tenir compte des antécédents de sinistralité de l'assuré en multipliant la prime de base, calculée indépendamment de ces antécédents, par un coefficient de réduction - majoration fixé comme suit :

- 0,9, si l'assuré n'a causé aucun sinistre engageant ou susceptible d'engager totalement ou partiellement sa responsabilité durant une période d'assurance de vingt quatre (24) mois consécutifs précédant la souscription ou le renouvellement du contrat.
Pour la détermination de la période d'assurance de vingt quatre (24) mois consécutifs susvisée, il est toléré une seule interruption d'assurance ne dépassant pas trente (30) jours.

- Si l'assuré a causé un ou plusieurs sinistres engageant ou susceptible d'engager totalement ou partiellement sa responsabilité durant la période d'assurance de douze (12) mois précédant la souscription ou le renouvellement du contrat, ce coefficient, qui ne peut excéder 2,5, s'obtient en ajoutant à un (1) pour chacun de ces sinistres :

- 0,15 pour l'usage transport public de voyageurs (TPV) ou 0,20 pour les autres usages si le sinistre est matériel ;
- 0,20 pour l'usage TPV ou 0,30 pour les autres usages si le sinistre est corporel, ou matériel et corporel à la fois.

- Dans les autres cas le coefficient de réduction - majoration est égal à un (1).

Lorsque l'assuré est garanti pour plusieurs véhicules, le coefficient de réduction - majoration est déterminé et appliqué séparément véhicule par véhicule.

Dans le cas où l'assuré apporte la preuve que sa responsabilité est entièrement et définitivement dérogée, l'assureur est tenu de restituer la portion de prime correspondant à la différence entre la prime perçue et celle qu'aurait payé l'assuré en étant non responsable du sinistre considéré.

VI. DECLARATION ET REGLEMENT DES SINISTRES

Article 20

Obligations de l'assuré en cas de sinistre

Sous peine de déchéance, l'assuré doit, sauf cas fortuit ou de force majeure, déclarer à l'assureur dès qu'il en a eu connaissance et au plus tard dans les cinq (5) jours de sa survenance, tout sinistre de nature à entraîner la garantie de ce dernier.

La déclaration du sinistre doit être faite par écrit ou verbalement et contre récépissé :

- soit au siège social de l'assureur ;
- soit à l'agence d'assurances dont dépend le contrat ;
- soit au bureau direct de l'assureur dont dépend le contrat ;
- soit auprès de l'intermédiaire d'assurances mandaté à cet effet.

L'assuré doit en outre :

1. Indiquer à l'assureur les numéros de la police et de l'attestation d'assurance, la date, jour et heure, la nature et les circonstances du sinistre, ses causes et conséquences connues ou présumées, le nom, l'adresse et le numéro du permis de conduire du conducteur au moment du sinistre, et si possible, les noms et adresses des victimes et des témoins ;
2. Transmettre à l'assureur, dans le plus bref délai, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés concernant un sinistre susceptible d'engager une responsabilité couverte par la garantie.

Article 21

Procédure, transaction

En cas d'action judiciaire mettant en cause la responsabilité civile de l'assuré, l'assureur a la faculté :

- a) d'assumer la défense de l'assuré devant toutes juridictions autres que pénales, de diriger le procès et d'exercer les voies de recours ;

- b) de diriger la défense de l'assuré, à moins que ce dernier ne s'y oppose, devant les juridictions pénales ou de s'y associer et d'exercer les voies de recours limitées aux intérêts civils.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction, intervenues en dehors de l'assureur, ne sont opposables à ce dernier.

L'aveu de la matérialité d'un fait ne peut être assimilé à la reconnaissance d'une responsabilité.

N'est pas considéré comme commencement de transaction ni acceptation de responsabilité, à condition qu'il ne donne lieu à aucun engagement, tout acte d'humanité envers la victime, tels que soins médicaux et pharmaceutiques donnés à un blessé au moment de l'accident ou son transport soit à son domicile, soit à l'hôpital.

Article 22

Subrogation

L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé jusqu'à concurrence de cette indemnité, dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers qui, par leur fait, ont causé le dommage ayant donné lieu à la garantie de l'assureur.

L'assureur peut être déchargé, en tout ou en partie de sa garantie envers l'assuré, quand la subrogation ne peut plus, par le fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur.

Par dérogation aux dispositions précédentes, l'assureur n'a aucun recours contre les conjoints, ascendants, descendants, alliés en ligne directe, préposés, employés, ouvriers ou domestiques, et généralement toute personne vivant habituellement au foyer de l'assuré, sauf le cas de malveillance commise par une de ces personnes.

VII. PRESCRIPTION

Article 23

Toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance dans les conditions fixées par les articles 36 et 38 de la loi n° 17-99 précitée.

ANNEXE 2

Conditions générales - type du contrat relatif à l'assurance «responsabilité civile automobile garagistes»

Le contrat d'assurance «responsabilité civile automobile garagistes», dont les conditions générales-type figurent ci-après, est régi par la loi n° 17-99 portant code des assurances telle qu'elle a été modifiée et complétée et les textes pris pour son application.

I. OBJET ET ETENDUE DE LA GARANTIE

Article premier

Définitions

On entend par :

- Garagiste** : le garagiste ou la personne pratiquant habituellement le courtage, la vente, la réparation, le dépannage ou le contrôle du bon fonctionnement des véhicules automobiles.
- Souscripteur** : la personne morale ou physique, ainsi dénommée aux conditions particulières du contrat.
- Assuré** : le Garagiste ainsi que toutes personnes travaillant dans son exploitation et les personnes ayant la garde ou la conduite du véhicule visé au paragraphe 4° ci-après avec son autorisation ou l'autorisation de toute personne désignée à cet effet aux conditions particulières.
- Véhicule assuré** : tout véhicule terrestre à moteur non lié à une voie ferrée et, le cas échéant, ses remorques ou semi-remorques confiés au Garagiste assuré en raison de ses fonctions.

Lorsque le Garagiste assuré est une personne pratiquant habituellement le courtage ou la vente des véhicules automobiles, le «véhicule assuré» englobe aussi les véhicules destinés à la vente qui n'ont pas encore fait l'objet d'une déclaration de mise en circulation.

Article 2

Objet de la garantie

Sous réserve des exclusions d'assurance stipulées aux articles 4 et 6 ci-dessous ainsi que des limitations de garantie prévues à l'article



7 ci-après, l'entreprise d'assurances et de réassurance, ci-après dénommée «l'assureur», garantit la responsabilité civile de l'assuré à raison des dommages corporels ou matériels, à la personne ou aux biens des tiers, résultant des accidents, incendies ou explosions causés par le véhicule assuré ou provenant du fait des engins, accessoires et produits servant à son utilisation, des objets et substances qu'il transporte ainsi que de la chute de ces engins, accessoires, produits, objets ou substances.

La garantie s'applique aux accidents causés par le véhicule assuré lorsqu'il est remorqué par un autre véhicule.

La garantie couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant être encourue du fait d'accident occasionné par l'ouverture d'une portière par toute personne en vue de prendre place dans le véhicule assuré ou ayant pris place dans ledit véhicule.

Article 3

Etendue géographique

L'assurance produit ses effets à l'intérieur du territoire marocain dans la limite d'un rayon de cinquante (50) kilomètres du lieu du garage indiqué aux conditions particulières.

La garantie peut être étendue au-delà de cette limite par accord des parties expressément mentionné aux conditions particulières.

II . EXCLUSIONS D'ASSURANCE ET LIMITATION DE GARANTIE

Article 4

Exclusions générales

Le présent contrat n'assure pas :

a) les dommages survenus au cours de rallyes, épreuves, courses ou compétitions (ou leurs essais), lorsque l'assuré y participe en qualité de concurrent, d'organisateur ou de préposé de l'un d'eux ;

b) les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes.

Toutefois, il n'est pas tenu compte pour l'application de cette exclusion, des

transports d'huiles, d'essences minérales ou de produits similaires ne dépassant pas 500 kilogrammes ou 600 litres, y compris l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur du véhicule assuré ;

c) les dommages subis par les marchandises et objets transportés par le véhicule assuré ainsi que les vols portant sur ces marchandises ou objets ;

d) les dommages causés intentionnellement par l'assuré.

Toutefois, l'assureur reste garant des pertes et dommages causés par les personnes dont l'assuré est civilement responsable en vertu de l'article 85 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et des contrats, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

e) les dommages résultant des effets directs ou indirects d'explosions, de dégagements de chaleur, d'irradiation provenant de transmutation de noyaux d'atomes ou de la radioactivité ainsi que des effets de radiation provoqués par l'accélération artificielle des particules ;

f) les dommages occasionnés par des faits de guerre étrangère ou civile, des émeutes ou des mouvements populaires ;

g) les dommages résultant des opérations de chargement ou de déchargement du véhicule assuré ;

h) les amendes et leurs décimes ;

i) les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il est utilisé pour la promenade, le tourisme, le transport de marchandises, le transport de personnes à titre onéreux même occasionnellement, le commerce ou les affaires en général de l'assuré ;

j) les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il est confié par l'assuré à un autre garagiste ou à une personne pratiquant habituellement le courtage, la vente, la réparation, le dépannage ou le contrôle du bon fonctionnement des véhicules automobiles, en raison de leur fonction ;

k) les dommages causés aux personnes ci-après :

1. le souscripteur du contrat, le propriétaire du véhicule assuré et toute personne ayant, avec leur autorisation, la garde ou la conduite du véhicule assuré ;
2. le Garagiste assuré et toute personne ayant, avec son autorisation ou celle de toute personne désignée à cet effet aux conditions particulières, la garde du véhicule assuré ;
3. le conducteur du véhicule assuré ;
4. lorsqu'ils sont transportés dans le véhicule assuré, les représentants légaux de la personne morale propriétaire du véhicule assuré ou de la personne morale Garagiste assuré ;
5. pendant leur service, les salariés ou préposés de l'assuré ou du conducteur dont la responsabilité est engagée du fait de l'accident.

l) les dommages causés par le véhicule assuré aux personnes transportées lorsque leur nombre dépasse celui des places prévues par le constructeur.

Article 5

Exclusions rachetables

La garantie peut être étendue par accord des parties, expressément stipulé aux conditions particulières, aux risques exclus en vertu de l'article 4 paragraphes b), e), f) et g).

Article 6

Exclusion concernant le permis de conduire

Sous réserve des dispositions du 2^{ème} alinéa du paragraphe d) de l'article 4 ci-dessus, il n'y a pas assurance lorsque, au moment du sinistre, le conducteur du véhicule assuré n'est pas titulaire d'un permis de conduire en état de validité exigé par la réglementation pour la conduite du véhicule assuré.

Article 7

Limites de garantie

Dans le respect des dispositions de l'article 123

de la loi n°17-99 précitée, le ou les montants de la garantie peuvent être fixés aux conditions particulières.

Sont couverts par l'assureur et à sa charge exclusive, en sus de la somme garantie, les intérêts, les frais de procédure ou autres et honoraires, même si l'indemnité allouée à la victime ou à ses ayants droit est supérieure à la somme garantie ; toutefois, les intérêts afférents à la partie de l'indemnité ainsi mise à la charge de l'assuré insuffisamment garanti, sont supportés par ce dernier.

En cas d'attribution de rente viagère allouée aux tiers, aux voyageurs transportés ou à leurs ayants droit, la limite des charges de l'assureur est calculée d'après la valeur en capital de la rente allouée au jour de l'accord ou de la décision de justice ; cette valeur est calculée d'après le tarif de la Caisse nationale de retraites et d'assurance instituée par le dahir n° 1-59-301 du 24 rabii II 1379 (27 octobre 1959) relatif à la constitution de rente à capital aliéné.

III. FORMATION, DATE D'EFFET, DUREE ET RESILIATION DU CONTRAT

Article 8

Formation, date d'effet et durée

Le présent contrat est parfait dès qu'il est signé par les parties ; l'assureur peut en poursuivre, dès ce moment, l'exécution, mais l'assurance ne produit ses effets qu'à compter de la date indiquée aux conditions particulières. Les mêmes dispositions s'appliquent à tout avenant au contrat.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que, même avant la délivrance du contrat ou de l'avenant, l'assureur et l'assuré ne soient engagés, l'un à l'égard de l'autre, par la remise d'une note de couverture.

Le contrat est conclu pour la durée fixée aux conditions particulières.

Toutefois, chacune des parties a le droit de se retirer à l'expiration d'une période de trois cent soixante cinq (365) jours à compter de la date d'effet du contrat sous réserve d'en informer l'autre partie, dans les formes prévues à l'article 9 ci-dessous, avec un préavis de trente (30) jours.



Lorsque la durée du contrat est supérieure à un an, elle doit être rédigée en caractères très apparents et rappelée également en caractères très apparents par une mention figurant au-dessus de la signature du souscripteur.

A défaut de cette mention, le souscripteur peut, nonobstant toute clause contraire, résilier le contrat, sans indemnité, chaque année à la date anniversaire de sa prise d'effet, moyennant un préavis de trente (30) jours.

A défaut de mention de durée ou lorsque celle-ci n'est pas mentionnée en caractères très apparents, le contrat est réputé souscrit pour une année.

Lorsque les parties conviennent de la prorogation du contrat par tacite reconduction, elle doit être spécifiée dans les conditions particulières.

La durée de chacune des prorogations successives du contrat par tacite reconduction ne peut, en aucun cas, être supérieure à une année.

Lorsque le contrat est à tacite reconduction, les conditions particulières doivent comporter la stipulation prévue à l'article 7 de l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 2240-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) relatif au contrat d'assurance.

Article 9

Résiliation

Le contrat est résilié ou peut l'être, dans les cas ci-après :

1. Résiliation à la demande du souscripteur :

- a) dans les cas prévus à l'article 8 ci-dessus ;
- b) en cas de disparition de circonstances aggravant les risques assurés mentionnés aux conditions particulières, si l'assureur refuse de diminuer le montant de la prime en conséquence (article 25 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- c) en cas de résiliation après sinistre, par l'assureur, d'un autre contrat (article 26 de la loi n° 17-99 précitée).

2. Résiliation à la demande des créanciers du Garagiste assuré :

- en cas de déconfiture ou de liquidation judiciaire du Garagiste assuré (article 27 de la loi n° 17-99 précitée).

3. Résiliation à la demande des héritiers du Garagiste assuré :

- en cas de décès du Garagiste assuré (article 28 de la loi n° 17-99 précitée).

4. Résiliation à la demande de l'acquéreur :

- en cas de cession du garage, selon les modalités prévues à l'article 28 de la loi n° 17-99 précitée.

5. Résiliation à la demande de l'assureur :

- a) dans les cas prévus à l'article 8 ci-dessus ;
- b) en cas de non-paiement d'une prime ou d'une fraction de prime (article 21 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- c) en cas d'aggravation des risques (article 24 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- d) avant sinistre, en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration des risques soit à la souscription, soit en cours de contrat (article 31 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- e) en cas de déconfiture ou de liquidation judiciaire du Garagiste assuré (article 27 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- f) en cas de décès du Garagiste assuré (article 28 de la loi n° 17-99 précitée) ;
- g) en cas de cession du garage, selon les modalités prévues à l'article 28 de la loi n° 17-99 précitée.

6. Résiliation de plein droit :

- a) en cas de retrait de l'agrément de l'assureur afférent à la catégorie d'assurance responsabilité civile automobile, le contrat est résilié de plein droit dès le 20^{ème} jour à midi, à compter de la publication de l'arrêté portant retrait d'agrément au Bulletin officiel conformément à l'article 267 de la loi n° 17-99 précitée ;
- b) en cas de perte totale du garage ;
- c) en cas de réquisition de la propriété du garage, selon les modalités prévues à l'article 33 de la loi n° 17-99 précitée ;

d) en cas de liquidation judiciaire de l'assureur (article 27 de la loi n° 17-99 précitée).

A l'exception des cas prévus aux articles 21 et 28 de la loi n° 17-99 précitée, dans tous les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime ou cotisation afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru n'est pas acquise à l'assureur.

Elle doit être restituée, si elle a été perçue d'avance, dans les conditions prévues par les articles 24, 25, 26, 27, 31, 33, 46 et 267 de la même loi.

Dans tous les cas où le souscripteur a la faculté de demander la résiliation, il peut le faire à son choix, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée, soit par tout autre moyen indiqué dans les conditions particulières.

Dans tous les cas où l'assureur a la faculté de demander la résiliation, il peut le faire, par lettre recommandée, au dernier domicile du souscripteur connu de l'assureur.

Article 10

Suspension

Le contrat est suspendu ou peut l'être, dans les cas ci-après :

1. Suspension par accord des parties :

- en cas de réquisition de la propriété du garage, selon les modalités prévues à l'article 33 de la loi n° 17-99 précitée.

2. Suspension à l'initiative de l'assureur :

- en cas de non-paiement d'une prime ou d'une fraction de prime (article 21 de la loi n° 17-99 précitée).

3. Suspension de plein droit :

- en cas de réquisition de l'usage du garage, selon les modalités prévues à l'article 34 de la loi n° 17-99 précitée.

IV. DECLARATIONS DES RISQUES PAR L'ASSURE

Article 11

A la souscription du contrat, l'assuré doit déclarer

exactement à l'assureur toutes les circonstances connues de lui qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend en charge.

En cours de contrat, l'assuré doit déclarer à l'assureur les circonstances spécifiées dans les conditions particulières qui ont pour conséquence d'aggraver les risques.

Cette déclaration doit être faite par lettre recommandée préalablement à l'aggravation des risques si celle-ci résulte du fait de l'assuré et dans un délai de huit (8) jours à partir du moment où il a eu connaissance de ladite aggravation si les risques sont aggravés sans le fait de l'assuré.

Dans l'un et l'autre cas, l'assureur a la faculté soit de résilier le contrat, soit de proposer un nouveau taux de prime.

Si l'assureur opte pour la résiliation, celle-ci prend effet le 10^{ème} jour de la notification de l'avis de résiliation par lettre recommandée.

Si l'assuré ne donne pas de suite à la proposition de l'assureur ou s'il refuse expressément le nouveau taux dans le délai de trente (30) jours à compter de la notification de la proposition, l'assureur peut résilier le contrat au terme de ce délai, à condition d'avoir informé l'assuré de cette faculté, en la faisant figurer en caractères apparents dans la lettre de proposition.

Toutefois, l'assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques quand, après en avoir été informé de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement au maintien de l'assurance, spécialement en continuant à recevoir les primes ou en payant après un sinistre une indemnité.



Article 12

Le présent contrat est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a le droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si ladite omission ou déclaration inexacte est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit, soit de maintenir le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix (10) jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée.

Si les risques garantis par le contrat sont ou viennent à être couverts par d'autres contrats d'assurances, l'assuré doit en faire immédiatement la déclaration à l'assureur.

V. PRIMES

Article 13

Sauf clause contraire spécifiée aux conditions particulières, la prime est payable au domicile de l'assureur ou du mandataire désigné par lui à cet effet.

A défaut de paiement d'une prime ou d'une fraction de prime dans les dix (10) jours de son échéance et indépendamment du droit pour l'assureur de poursuivre l'exécution du contrat en justice, celui-ci peut suspendre la garantie vingt (20) jours après la mise en demeure de l'assuré. Au cas où la prime annuelle a été fractionnée, la suspension de la garantie, intervenue en cas de non paiement de l'une des fractions de prime, produit ses effets jusqu'à l'expiration de la période restante de l'année d'assurance.

La prime ou fraction de prime est, dans tous les cas, portable après la mise en demeure de l'assuré.

L'assureur a le droit de résilier le contrat dix (10) jours après l'expiration du délai de vingt (20) jours mentionné ci-dessus.

Le contrat non résilié reprend pour l'avenir ses effets à midi du lendemain du jour où ont été payés à l'assureur ou au mandataire désigné par lui la prime arriérée, ou en cas de fractionnement de la prime annuelle, les fractions de prime ayant fait l'objet de la mise en demeure et celles venues à échéance pendant la période de suspension ainsi que, éventuellement, les frais de poursuite et de recouvrement.

Lorsque la mise en demeure est adressée en dehors du Maroc, le délai de vingt (20) jours mentionné au deuxième alinéa est doublé.

Article 14

La mise en demeure prévue à l'article 13 ci-dessus résulte de l'envoi d'une lettre recommandée adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement de la prime à leur dernier domicile connu de l'assureur.

Si ce domicile est situé en dehors du Maroc, la lettre recommandée est accompagnée d'une demande d'avis de réception.

Cette lettre, dont les frais d'établissement et d'envoi incombent à l'assureur, doit indiquer expressément qu'elle est envoyée à titre de mise en demeure, rappeler le montant et la date d'échéance de la prime et reproduire l'article 21 de la loi n° 17-99 précitée.

Article 15

La résiliation du contrat, intervenue en application du 3^{ème} alinéa de l'article 13 ci-dessus ne prend effet que si la prime ou fraction de prime n'a pas été payée avant l'expiration du délai de dix (10) jours prévu au 3^{ème} alinéa de l'article 13 ci-dessus.

La résiliation, qui doit être notifiée à l'assuré par lettre recommandée, prend effet à l'expiration du 30^{ème} jour de la date d'envoi de la lettre de mise en demeure prévue par l'article 13 ci-dessus. Toutefois, lorsque la lettre de mise en demeure est adressée en dehors du Maroc, la résiliation ne prend effet qu'à l'expiration du 50^{ème} jour de la date d'envoi de ladite lettre.

Article 16

Révision de la prime

Lorsque le contrat est à tacite reconduction, l'assureur doit aviser le souscripteur par lettre recommandée soixante (60) jours au moins avant l'échéance en cas de modification de prime.

Le souscripteur peut alors résilier le contrat par lettre recommandée adressée à l'assureur trente (30) jours au moins avant cette échéance.

Si le souscripteur n'utilise pas la faculté de résiliation ci-dessus, il est réputé avoir accepté le nouveau montant de prime proposé par l'assureur.

Article 17

Réduction ou majoration de la prime

Pour la détermination de la prime, l'assureur doit tenir compte des antécédents de sinistralité de l'assuré en multipliant la prime de base, calculée indépendamment de ces antécédents, par un coefficient de réduction - majoration fixé comme suit :

- 0,9, si l'assuré n'a causé aucun sinistre engageant ou susceptible d'engager totalement ou partiellement sa responsabilité durant une période d'assurance de vingt quatre (24) mois consécutifs précédant la souscription ou le renouvellement du contrat. Pour la détermination de la période d'assurance de vingt quatre (24) mois consécutifs susvisée, il est toléré une seule interruption d'assurance ne dépassant pas trente (30) jours.
- Si l'assuré a causé un ou plusieurs sinistres engageant ou susceptible d'engager totalement ou partiellement sa responsabilité durant la période d'assurance de douze (12) mois précédant la souscription ou le renouvellement du contrat, ce coefficient, qui ne peut excéder 2,5, s'obtient en ajoutant à un (1) pour chacun de ces sinistres :
 - 0,15 si le sinistre est matériel ;
 - 0,20 si le sinistre est corporel, ou matériel et corporel à la fois.
- Dans les autres cas le coefficient de réduction - majoration est égal à un (1).

Dans le cas où l'assuré apporte la preuve que

sa responsabilité est entièrement et définitivement dérogée, l'assureur est tenu de restituer la portion de prime correspondant à la différence entre la prime perçue et celle qu'aurait payé l'assuré en étant non responsable du sinistre considéré.

VI. DECLARATION ET REGLEMENT DES SINISTRES

Article 18

Obligations de l'assuré en cas de sinistre

Sous peine de déchéance, l'assuré doit, sauf cas fortuit ou de force majeure, déclarer à l'assureur dès qu'il en a eu connaissance et au plus tard dans les cinq (5) jours de sa survenance, tout sinistre de nature à entraîner la garantie de ce dernier.

La déclaration du sinistre doit être faite par écrit ou verbalement et contre récépissé :

- soit au siège social de l'assureur ;
- soit à l'agence d'assurances dont dépend le contrat ;
- soit au bureau direct de l'assureur dont dépend le contrat ;
- soit auprès de l'intermédiaire d'assurances mandaté à cet effet.

L'assuré doit en outre :

1. Indiquer à l'assureur les numéros de la police et de l'attestation d'assurance, la date, jour et heure, la nature et les circonstances du sinistre, ses causes et conséquences connues ou présumées, le numéro du véhicule assuré impliqué dans le sinistre, le nom, l'adresse et le numéro du permis de conduire du conducteur au moment du sinistre, et si possible, les noms et adresses des victimes et des témoins ;
2. Transmettre à l'assureur, dans le plus bref délai, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés concernant un sinistre susceptible d'engager une responsabilité couverte par la garantie.



Article 19

Procédure, transaction

En cas d'action judiciaire mettant en cause la responsabilité civile de l'assuré, l'assureur a la faculté :

- a) d'assumer la défense de l'assuré devant toutes juridictions autres que pénales, de diriger le procès et d'exercer les voies de recours ;
- b) de diriger la défense de l'assuré, à moins que ce dernier ne s'y oppose, devant les juridictions pénales ou de s'y associer et d'exercer les voies de recours limitées aux intérêts civils.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction, intervenues en dehors de l'assureur, ne sont opposables à ce dernier.

L'aveu de la matérialité d'un fait ne peut être assimilé à la reconnaissance d'une responsabilité.

N'est pas considéré comme commencement de transaction ni acceptation de responsabilité, à condition qu'il ne donne lieu à aucun engagement, tout acte d'humanité envers la victime, tels que soins médicaux et pharmaceutiques donnés à un blessé au moment de l'accident ou son transport soit à son domicile, soit à l'hôpital.

Article 20

Subrogation

L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé jusqu'à concurrence de cette indemnité, dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers qui, par leur fait, ont causé le dommage ayant donné lieu à la garantie de l'assureur.

L'assureur peut être déchargé, en tout ou en partie de sa garantie envers l'assuré, quand la subrogation ne peut plus, par le fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur.

Par dérogation aux dispositions précédentes, l'assureur n'a aucun recours contre les conjoints, ascendants, descendants, alliés en ligne directe, préposés, employés, ouvriers ou domestiques, et généralement toute personne

vivant habituellement au foyer de l'assuré, sauf le cas de malveillance commise par une de ces personnes.

VII. PRESCRIPTION

Article 21

Toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance dans les conditions fixées par les articles 36 et 38 de la loi n° 17-99 précitée.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du «Bulletin officiel» n° 5433 du 29 jourmada I 1427 (26 juin 2006)

Bulletin officiel n° 5436 du 10 jourmada II (6-7-2006).



المادة 19

الإجراءات القضائية وإجراءات الصلح

يمكن للمؤمن في حالة إقامة دعوى قضائية بشأن المسؤولية المدنية للمؤمن له أن يقوم بما يلي :

أ) الدفاع عن المؤمن له لدى جميع المحاكم غير المحاكم الجنائية وتوجيه الدعوى وممارسة طرق الطعن؛

ب) توجيه الدفاع عن المؤمن له أمام المحاكم الجنائية إلا إذا اعترض هذا الأخير على ذلك، أو المشاركة في هذا الدفاع وممارسة طرق الطعن المرتبطة بالمطالب المدنية.

لا يمكن للاحتجاج على المؤمن بأي اعتراف بالمسؤولية أو بأي صلح تم دون علمه، ولا يعتبر الاعتراف بحقيقة واقعة ما بمثابة اعتراف بالمسؤولية.

لا يعتبر أي عمل إنساني تجاه الضحية، مثل العناية الطبية والصيدلية المقدمة إلى الجريح وقت الحادثة أو نقله إما إلى منزله وإما إلى المستشفى، بداية لصلح أو قبولا للمسؤولية شريطة أن لا يؤدي ذلك إلى أي التزام.

المادة 20

حلول المؤمن محل المؤمن له

يحل المؤمن الذي دفع تعويض التأمين محل المؤمن له في حقوقه ودعاويه ضد الأغير الذين تسببوا بفعلهم في الضرر الناجم عنه ضمان المؤمن، وذلك في حدود مبلغ هذا التعويض.

يمكن للمؤمن أن يعفى كليا أو جزئيا من الضمان تجاه المؤمن له إذا استحال الحلول لفائدة المؤمن بفعل المؤمن له.

خلافا للمقتضيات السابقة، لا يحق للمؤمن الرجوع على أزواج المؤمن له وأصوله وفروعه وأصهاره المباشرين ومأوريه ومستخدميه وعماله وخدمه، وعموما، كل شخص يعيش عادة في منزل المؤمن له، ما عدا في حالة سوء نية أحد هؤلاء الأشخاص.

VII - التقادم

المادة 21

تتقادم كل الدعاوى الناتجة عن هذا العقد بمرور سنتين

ابتداء من وقت حدوث الواقعة التي تولدت عنها هذه الدعاوى وفق الشروط المحددة في المادتين 36 و38 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر.

الجريدة الرسمية عدد 5433 بتاريخ 29 جمادى الأولى 1427 (26 يونيو 2006).

المادة 16

مراجعة قسط التأمين

في الحالة التي يثبت فيها المؤمن له عدم مسؤوليته كليا وبصفة نهائية عن الحادث، يجب على المؤمن إرجاع جزء قسط التأمين المتعلق بالفرق بين القسط المحصل والقسط الذي كان سيؤديه المؤمن له باعتباره غير مسؤول عن هذا الحادث.

VI - التصريح بالحوادث وتسويتها

المادة 18

التزامات المؤمن له في حالة وقوع حادث

تحت طائلة سقوط الحق، يجب على المؤمن له، ماعدا في حالة حادث فجائي أو قوة قاهرة، أن يصرح للمؤمن بكل حادث من شأنه أن يؤدي إلى إثارة ضمان المؤمن، وذلك بمجرد علمه به وعلى أبعد تقدير خلال الخمسة (5) أيام الموالية لوقوعه.

يجب أن يتم التصريح بالحادث كتابة أو شفويا مقابل وصل :

- إما بالمقر الاجتماعي للمؤمن؛

- إما بوكالة التأمين التي يرتبط بها العقد؛

- إما بالمكتب المباشر للمؤمن الذي يرتبط به العقد؛

- إما لدى وسيط التأمين الموكل لهذا الغرض.

يجب على المؤمن له علاوة على ذلك :

1- أن يبين للمؤمن رقم البوليصه ورقم شهادة التأمين وتاريخ وقوع الحادث باليوم والساعة وطبيعته وظروفه وأسبابه وعواقبه المعروفة أو المفترضة ورقم العربة المؤمن عليها المعنية بالحادث وكذا اسم وعنوان ورقم رخصة سياقة السائق وقت الحادث، وعند الإمكان أسماء وعناوين الضحايا والشهود؛

2- أن يبلغ للمؤمن، في أقرب الآجال، جميع الإشعارات والرسائل والاستدعاءات وطلبات الحضور والمحرمات غير القضائية ووثائق الإجراءات القضائية التي قد توجه أو تسلم أو تبلغ له شخصيا أو لمأموره فيما يخص حادث قد تترتب عنه مسؤولية يشملها الضمان.

إذا نص العقد على الامتداد الضمني، يجب على المؤمن في حالة تغيير مبلغ قسط التأمين أن يشعر بذلك المكتب بواسطة رسالة مضمونة ستين (60) يوما على الأقل قبل حلول أجل العقد.

يمكن للمكتب حينئذ أن يفسخ العقد بواسطة رسالة مضمونة توجه إلى المؤمن ثلاثين (30) يوما على الأقل قبل حلول هذا الأجل.

إذا لم يستعمل المكتب حقه في الفسخ المذكور، اعتبر موافقا على مبلغ القسط الجديد المقترح من طرف المؤمن.

المادة 17

التخفيض أو الزيادة في قسط التأمين

لتحديد قسط التأمين، يجب على المؤمن الأخذ بعين الاعتبار سوابق المؤمن له فيما يخص الحوادث وذلك عن طريق ضرب القسط المحتسب بصرف النظر عن هذه السوابق، في معامل التخفيض- الزيادة المحدد كالتالي :

0,9 إذا لم يتسبب المؤمن له في أي حادث يتحمل أو يمكن أن يتحمل فيه المسؤولية كليا أو جزئيا خلال فترة تأمين مدتها أربعة وعشرون (24) شهرا متتالية سابقة لاكتتاب أو تجديد العقد. بالنسبة لتحديد مدة الأربعة وعشرين شهرا المتتالية من التأمين، يقبل انقطاع واحد للتأمين لا تفوق مدته ثلاثين (30) يوما.

- إذا تسبب المؤمن له في حادث أو أكثر يتحمل أو يمكن أن يتحمل فيه المسؤولية كليا أو جزئيا خلال مدة الإثني عشر (12) شهرا من التأمين السابقة لاكتتاب أو تجديد العقد، يحدد هذا المعامل، الذي لا يمكن أن يتعدى 2,5 ، في عدد واحد (1) مضاف إليه، عن كل حادث، أحد الأعداد التالية :

• 0,15 إذا كان الحادث ماديا؛

• 0,20 إذا كان الحادث بدنيا، أو ماديا وبدنيا

في نفس الوقت .

- في الحالات الأخرى، يساوي معامل التخفيض- الزيادة عدد واحد (1).



المادة 12

على الساعة الثانية عشرة زوالاً من اليوم الموالي لليوم الذي تم فيه دفع القسط المتأخر للمؤمن أو للوكيل المعين من طرفه، أو في حالة تجزئة القسط السنوي، أجزاء القسط التي كانت موضوع الإنذار وتلك التي حل أجل أدائها خلال مدة التوقيف وكذا، إن اقتضى الحال، مصاريف المتابعة والتحصيل.

عندما يكون الإنذار موجهاً خارج المغرب، يضاعف أجل العشرين (20) يوماً المشار إليه في الفقرة الثانية.

المادة 14

يتم الإنذار المنصوص عليه في المادة 13 أعلاه بتوجيه رسالة مضمونة إلى المؤمن له أو إلى الشخص المكلف بأداء قسط التأمين إلى آخر موطن له معروف لدى المؤمن. وإذا كان هذا الموطن موجوداً خارج المغرب، ترفق الرسالة المضمونة بطلب إشعار بالتوصل. ويجب أن تشير هذه الرسالة، التي يتحمل المؤمن مصاريف إعدادها وإرسالها، صراحة على أنها موجهة لإنذار وأن تذكر بمبلغ قسط التأمين وتاريخ أجل استحقاقه وأن يدرج فيها نص المادة 21 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر.

المادة 15

لا يصير فسخ العقد ساري المفعول في حالة تطبيق الفقرة الثالثة من المادة 13 أعلاه إلا إذا لم يؤد القسط أو الجزء من القسط قبل انصرام أجل العشرة (10) أيام المنصوص عليه في الفقرة الثالثة من المادة 13 أعلاه.

يصير الفسخ، الذي يجب تبليغه للمؤمن له بواسطة رسالة مضمونة، ساري المفعول في نهاية اليوم الثلاثين (30) الموالي لتاريخ توجيه رسالة الإنذار المنصوص عليها في المادة 13 أعلاه. غير أنه عندما يكون الإنذار موجهاً خارج المغرب، لا يصير الفسخ ساري المفعول إلا في نهاية اليوم الخمسين (50) الموالي لتاريخ توجيه الرسالة المذكورة.

يكون هذا العقد باطلاً في حالة كتمان أو تصريح كاذب من طرف المؤمن له إذا كان هذا الكتمان أو التصريح يغير موضوع الخطر أو ينقص من أهميته في نظر المؤمن ولو لم يكن للخطر الذي أغفله المؤمن له أو غير طبيعته تأثير على الحادث.

عندئذ، تبقى الأقساط المؤداة كسبا للمؤمن الذي له الحق في تحصيل كل الأقساط المستحقة على سبيل التعويض.

لا يؤدي الإغفال أو التصريح الخاطئ من طرف المؤمن له الذي لم تثبت سوء نيته إلى بطلان التأمين.

إذا تمت معاناة هذا الإغفال أو التصريح الخاطئ قبل أي حادث، يحق للمؤمن إما الإبقاء على العقد مقابل زيادة في القسط يقبلها المؤمن له وإما فسخ العقد عشرة (10) أيام بعد تبليغ المؤمن له بذلك بواسطة رسالة مضمونة.

إذا كانت أو أصبحت الأخطار التي يضمنها العقد مؤمنة بعقد تأمين أخرى، وجب على المؤمن له أن يصرح فوراً بذلك إلى المؤمن.

V - أقساط التأمين

المادة 13

يؤدي قسط التأمين بموطن المؤمن أو الوكيل الذي عينه لهذا الغرض، ما لم تنص الشروط الخاصة على خلاف ذلك.

في حالة عدم أداء قسط التأمين أو جزء منه داخل العشرة (10) أيام الموالية لتاريخ حلول أجل استحقاقه وبصرف النظر عن حق المؤمن في المطالبة القضائية بتنفيذ العقد، يحق للمؤمن توقيف الضمان عشرين (20) يوماً بعد توجيه الإنذار إلى المؤمن له. وفي الحالة التي يكون فيها القسط السنوي مجزأ، فإن توقيف الضمان الناتج عن عدم أداء أحد أجزاء قسط التأمين تبقى آثاره سارية إلى غاية انصرام الفترة المتبقية من سنة التأمين. وفي كل الحالات، يؤدي القسط أو جزءه بموطن المؤمن بعد إنذار المؤمن له.

يحق للمؤمن فسخ العقد عشرة (10) أيام بعد انصرام أجل العشرين (20) يوماً المشار إليه أعلاه.

يستأنف العقد غير المفسوخ آثاره في المستقبل

أثناء سريان العقد، يجب على المؤمن له أن يصرح للمؤمن بالظروف المنصوص عليها في الشروط الخاصة والتي ينتج عنها تفاقم الأخطار.

يجب أن يتم هذا التصريح بواسطة رسالة مضمونة، قبل تفاقم الأخطار إذا كان ذلك بفعل المؤمن له، وداخل أجل ثمانية (8) أيام ابتداء من وقت علمه بذلك إذا كان هذا التفاقم دون فعل المؤمن له.

في كلتا الحالتين، يمكن للمؤمن إما أن يفسخ العقد وإما أن يقترح نسبة جديدة للقسط. وإذا اختار المؤمن فسخ العقد، فإن هذا الفسخ يصير ساري المفعول ابتداء من اليوم العاشر (10) من تبليغ الإشعار بالفسخ بواسطة رسالة مضمونة.

إذا لم يرد المؤمن له على اقتراح المؤمن أو إذا رفض صراحة النسبة الجديدة للقسط داخل أجل ثلاثين (30) يوما ابتداء من تبليغ الاقتراح، يمكن للمؤمن فسخ العقد عند نهاية هذا الأجل شريطة أن يكون قد أخطب المؤمن له بهذه الإمكانية وذلك بإدراجها بحروف بارزة في الرسالة المتضمنة للاقتراح.

غير أنه لا يمكن للمؤمن أن يعتد بتفاقم الأخطار إذا كان قد أحيط علما بذلك بأي وسيلة من الوسائل وأبدي موافقته على استيفاء عقد التأمين، خاصة باستمراره في تحصيل أقساط التأمين أو دفعه تعويضا بعد وقوع حادث.

بالفترة التي لم يعد ضمان الخطر فيها ساريا كسبا للمؤمن في جميع حالات الفسخ الواقع أثناء فترة التأمين. يجب إرجاعه إذا كان قد أدى من قبل وذلك طبقا للشروط المنصوص عليها في المواد 24 و25 و26 و27 و31 و33 و46 و267 من نفس القانون.

في جميع الحالات التي تكون فيها للمكاتب صلاحية طلب فسخ العقد، يمكن له القيام بذلك حسب اختياره، إما بتصريح يتم بالمقر الاجتماعي للمؤمن مقابل وصل وإما بمحضر غير قضائي وإما برسالة مضمونة وإما بأي وسيلة أخرى مشار إليها في الشروط الخاصة.

في جميع الحالات التي تكون فيها للمؤمن صلاحية طلب فسخ العقد، يمكن له القيام بذلك بواسطة رسالة مضمونة يوجهها إلى آخر موطن للمكتب معروف لدى المؤمن.

المادة 10

التوقيف

يتوقف العقد أو يمكن توقيفه في الحالات التالية :

1. توقيف العقد باتفاق الطرفين :

- في حالة التسخير الناقل لملكية المرأب، حسب الكيفية المنصوص عليها في المادة 33 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر.

2. توقيف العقد بمبادرة من المؤمن :

- في حالة عدم أداء قسط التأمين أو جزء منه (المادة 21 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

3. توقيف العقد بقوة القانون :

- في حالة تسخير المرأب لاستعماله، حسب الكيفية المنصوص عليها في المادة 34 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر.

IV - التصريح بالأخطار من طرف المؤمن له

المادة 11

عند اكتتاب العقد، يجب على المؤمن له أن يصرح بالضبط للمؤمن بكل الظروف المعروفة لديه والتي من شأنها أن تمكن المؤمن من تقدير الأخطار التي يتحملها.



5. الفسخ بطلب من المؤمن :

(أ) في الحالات المنصوص عليها في المادة 8 أعلاه؛

(ب) في حالة عدم أداء قسط التأمين أو جزء منه (المادة 21 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(ج) في حالة تفاقم الأخطار (المادة 24 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(د) قبل أي حادث، في حالة الإغفال أو التصريح الخاطيء بالأخطار إما عند الاكتتاب وإما أثناء مدة العقد (المادة 31 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(هـ) في حالة الإعسار أو التصفية القضائية " لصاحب المرأب " المؤمن له (المادة 27 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(و) في حالة وفاة " صاحب المرأب " المؤمن له (المادة 28 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(ز) في حالة التخلي عن المرأب، حسب الكيفية المنصوص عليها في المادة 28 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر.

6. الفسخ بقوة القانون :

(أ) في حالة سحب الاعتماد المتعلق بصنف تأمين المسؤولية المدنية عن العربات ذات محرك من المؤمن، يفسخ العقد بقوة القانون من اليوم العشرين (20) على الساعة الثانية عشرة زوالاً، الموالي لتاريخ نشر قرار سحب الاعتماد بالجريدة الرسمية وفق المادة 267 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر؛

(ب) في حالة ضياع كلي للمرأب ؛

(ج) في حالة التسخير الناقل لملكية المرأب، حسب الكيفية المنصوص عليها في المادة 33 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر؛

(د) في حالة التصفية القضائية للمؤمن (المادة 27 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

باستثناء الحالات المنصوص عليها في المادتين 21 و28 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر، لا يكون الجزء من قسط التأمين أو الاشتراك المتعلق

إذا اتفق الطرفان على تمديد العقد بواسطة الامتداد الضمني، وجب التنصيص على ذلك في الشروط الخاصة.

إن مدة كل من الامتدادات الضمنية المتوالية للعقد لا يمكن في أي حال من الأحوال أن تتجاوز سنة واحدة.

في حالة الامتداد الضمني للعقد، يجب أن تتضمن الشروط الخاصة بالتنصيص الوارد في المادة 7 من قرار وزير المالية والخصوصية رقم 2240.04 الصادر في 14 من ذي القعدة 1425 (27 ديسمبر 2004) المتعلق بعقد التأمين.

المادة 9

الفسخ

يفسخ العقد أو يمكن فسخه، في الحالات التالية :

1. الفسخ بطلب من المكتتب :

(أ) في الحالات المنصوص عليها في المادة 8 أعلاه؛

(ب) في حالة زوال الظروف التي أدت إلى تفاقم الأخطار المؤمن عليها والمبينة في الشروط الخاصة، إذا امتنع المؤمن عن تخفيض مبلغ القسط نتيجة لذلك (المادة 25 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(ج) في حالة فسخ عقد آخر من طرف المؤمن بعد وقوع حادث (المادة 26 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

2. الفسخ بطلب من دائني " صاحب المرأب " المؤمن له :

- في حالة الإعسار أو التصفية القضائية " لصاحب المرأب " المؤمن له (المادة 27 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

3. الفسخ بطلب من ورثة " صاحب المرأب " المؤمن له :

- في حالة وفاة " صاحب المرأب " المؤمن له (المادة 28 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

4. الفسخ بطلب من الممتلك :

في حالة التخلي عن المرأب، حسب الكيفية المنصوص عليها في المادة 28 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر.

في حالة منح إيراد عمري للغير أو للمسافرين المنقولين أو لذوي حقوقهم، يحدد سقف التكاليف الملقاة على كاهل المؤمن على أساس قيمة رأسمال الإيراد الممنوح يوم إبرام الاتفاق، أو صدور القرار القضائي؛ وتحسب هذه القيمة حسب التعريفة الخاصة بالصندوق الوطني للتقاعد والتأمين، المحدث بمقتضى الظهير الشريف رقم 1.59.301 الصادر في 24 من ربيع الآخر 1379 (27 أكتوبر 1959)، والمتعلقة بتكوين إيراد من رأسمال قابل للتفويت.

III - إبرام العقد وتاريخ سريانه ومدته وفسخه

المادة 8

إبرام العقد وتاريخ سريانه ومدته

يعتبر هذا العقد ناجزا بمجرد التوقيع عليه من لدن الطرفين، ويجوز للمؤمن أن يتابع تنفيذه ابتداء من ذلك الوقت، ولكن التأمين لا يكون له مفعول إلا ابتداء من التاريخ المبين في الشروط الخاصة. وتطبق نفس المقضيات على كل ملحق بهذا العقد.

لا تحول هذه المقضيات دون التزام المؤمن والمؤمن له تجاه بعضهما البعض بواسطة تسليم مذكرة تغطية، ولو قبل تسليم عقد التأمين أو الملحق.

يبرم العقد للمدة المحددة في الشروط الخاصة. غير أن لكل من الطرفين الحق أن ينسحب من العقد عند انصرام مدة ثلاثمائة وخمسة وستين(365) يوما ابتداء من تاريخ سريان العقد، شريطة أن يخبر الطرف الآخر بذلك وفق الكيفيات المنصوص عليها في المادة 9 بعده، بواسطة إخطار بالفسخ مدته ثلاثون (30) يوما.

إذا كانت مدة العقد تفوق سنة، يجب كتابتها بحروف جد بارزة والتذكير بها كذلك بحروف جد بارزة أعلى توقيع المكتتب.

عند انعدام هذه الإشارة، يمكن للمكتتب، رغم كل شرط مخالف، أن يفسخ العقد دون تعويض كل سنة في التاريخ الذي يصادف تاريخ سريان مفعوله بواسطة إخطار بالفسخ مدته ثلاثون (30) يوما.

عند انعدام الإشارة إلى المدة، أو إذا كانت هذه الأخيرة غير واردة بحروف جد بارزة، يعد العقد مكتتبا لمدة سنة.

2. "صاحب المرأب" المؤمن له وكذا كل شخص يتولى، بإذنه أو بإذن أي شخص معين لهذا الغرض في الشروط الخاصة، حراسة العربة المؤمن عليها؛

3. سائق العربة المؤمن عليها؛

4. الممثلون القانونيون للشخص المعنوي مالك العربة المؤمن عليها أو للشخص المعنوي "صاحب المرأب" المؤمن له إذا كانوا منقولين على متنها؛

5. أجراء أو أمورو المؤمن له أو السائق المسؤول عن الحادثة وذلك أثناء مزاوله مهامهم.

ل) الأضرار التي تسببت فيها العربة المؤمن عليها للأشخاص المنقولين إذا كان عددهم يتجاوز عدد المقاعد المقررة من طرف الصانع.

المادة 5

الاستثناءات التي يمكن ضمائها بمقابل

يمكن تمديد ضمان الأخطار المستثناءة بموجب المادة 4 البنود ب) و ه) و و) و ز) باتفاق بين الطرفين منصوص عليه صراحة في الشروط الخاصة.

المادة 6

الاستثناء المتعلق برخصة السياقة

مع مراعاة مقضيات الفقرة الثانية من البند د) من المادة 4 أعلاه، لا يطبق التأمين إذا كان سائق العربة لا يتوفر وقت الحادث على رخصة سياقة صالحة طبقا للقوانين الجاري بها العمل لسياقة العربة المؤمن عليها.

المادة 7

حدود الضمان

مع احترام مقضيات المادة 123 القانون رقم 17.99 السالف الذكر، يمكن تحديد مبلغ أو مبالغ الضمان في الشروط الخاصة.

يضمن المؤمن ويتحمل وحده، زيادة على المبلغ المضمون، الفوائد وصوائر الإجراءات القضائية أو غيرها وكذا الأتعاب، حتى ولو كان التعويض الممنوح للمصاب أو لذوي حقوقه يتجاوز المبلغ المضمون؛ غير أن الفوائد المتعلقة بالجزء من التعويض الملقى بهذه الكيفية على عاتق المؤمن له المضمون بصفة غير كافية يتحملها هذا الأخير.



ذلك التموين بالوقود السائل أو الغازي الضروري لمحرك العربة المؤمن عليها؛

ج) الأضرار اللاحقة بالبضائع أو بالأشياء المنقولة في العربة المؤمن عليها وكذا السرقات المتعلقة بهذه البضائع أو الأشياء؛

د) الأضرار التي تسبب فيها عمدا المؤمن له.

غير أن المؤمن يبقى ضامنا للخسائر والأضرار التي يتسبب فيها الأشخاص الذين يكون المؤمن له مسؤولا عنهم مدنيا بموجب الفصل 85 من الظهير الشريف الصادر في 9 رمضان 1331 (12 أغسطس 1913) المعتبر بمثابة قانون الالتزامات والعقود، وذلك কিفما كانت طبيعة وجسامة أخطاء هؤلاء الأشخاص؛

هـ) الأضرار الناتجة عن الآثار المباشرة أو غير المباشرة للإنفجارات أو إنبعثات الحرارة أو الإشعاعات المنبثقة من تفاعلات نووية أو النشاطات الإشعاعية وكذا الآثار الإشعاعية الناجمة عن التسريع الإصطناعي للجسيمات؛

و) الأضرار الناتجة عن حرب خارجية أو أهلية أو عن فتن أو اضطرابات شعبية؛

ز) الأضرار الناتجة عن عمليات شحن أو تفريغ العربة المؤمن عليها؛

ح) الغرامات وأعطاشها؛

ط) الأضرار التي تسببت فيها العربة المؤمن عليها أثناء استعمالها للتجول أو للسباحة أو لنقل البضائع أو لنقل الأشخاص بعوض حتى ولو بصفة عرضية أو للتجارة أو لقضاء أغراض المؤمن له بصفة عامة؛

ي) الأضرار التي تسببت فيها العربة المؤمن عليها، عندما تكون مودعة من طرف المؤمن له لدى صاحب مرآب آخر أو لدى شخص يمارس بصورة اعتيادية السمسرة أو البيع أو الإصلاح أو الإغائة أو مراقبة حالة العربات ذات محرك وذلك بحكم مهنتهما؛

ك) الأضرار اللاحقة بالأشخاص الآتي ذكرهم :

1. مكتب العقد ومالك العربة المؤمن عليها وكل شخص يتولى بإذن من المكتب أو مالك العربة دراستها أو قيادتها؛

في المادتين 4 و6 أدناه وكذا حدود الضمان الواردة في المادة 7 بعده، تضمن مقابولة التأمين و إعادة التأمين، المسماة بعده «المؤمن»، المسؤولية المدنية للمؤمن له التي يمكن أن تثار بسبب الأضرار البدنية أوالمادية، اللاحقة بشخص أو ممتلكات الأغير والناتجة عن حوادث أو حرائق أو إنفجارات تسببت فيها العربة المؤمن عليها أو نجمت عن مفعول أدوات وتوابع و مواد تستخدم في استعمالها، وعن أشياء و مواد تنقلها و كذا عن سقوط هذه الأدوات أو التوابع أو الأشياء أو المواد.

يسري الضمان على الحوادث التي تسببت فيها العربة المؤمن عليها إذا كانت تقطرها عربة أخرى.

ويشمل الضمان العواقب المالية المترتبة عن المسؤولية المدنية التي يمكن تحملها من جراء حادثة نجمت عن فتح أحد أبواب العربة المؤمن عليها من لدن شخص كان يركبها أو يقصد ركوبها.

المادة 3

النطاق الجغرافي

يسري مفعول التأمين داخل التراب المغربي في حدود مسافة خمسين (50) كيلومترا انطلاقا من مكان المرآب الميين في الشروط الخاصة.

يمكن تمديد الضمان إلى مسافة تفوق الحد المشار إليه أعلاه باتفاق للطرفين بين الشروط الخاصة.

II - استثناءات من التأمين وحدود الضمان

المادة 4

استثناءات عامة

لا يضمن هذا العقد مايلي :

أ) الأضرار الطارئة أثناء سباق رالي العربات أو الاختبارات أو السباقات أو المنافسات (أو تجاربها)، إذا شارك فيها المؤمن له بصفته متباريا أو منظما أو مأمورا لأحدهما؛

ب) الأضرار التي تسببت فيها العربة المؤمن عليها إذا كانت تنقل مواد قابلة للإشتعال أو متفجرات أو مواد أكالة أو محرقة، غير أنه لا يؤخذ بعين الاعتبار لتطبيق هذا الاستثناء، النقل الذي لا تتجاوز حمولته 500 كيلوغرام أو 600 لتر من الزيوت أو البنزين المعدني أو المواد المماثلة بما في

ملحق 2

الشروط النموذجية العامة للعقد المتعلق بتأمين "المسؤولية المدنية لأصحاب المرائب عن العربات ذات محرك"

يخضع عقد تأمين "المسؤولية المدنية لأصحاب المرائب عن العربات ذات محرك" للمبينة شروطه النموذجية العامة بعده، للقانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات كما تم تغييره وتتميمه وكذا للنصوص المتخذة لتطبيقه.

1 - غرض ونطاق الضمان

المادة الأولى

تعريف

يراد بما يلي :

1- "صاحب المرائب" : صاحب المرائب أو الشخص الذي يمارس بصورة اعتيادية السمسرة أو البيع أو الإصلاح أو الإغاثة أو مراقبة حالة العربات ذات محرك.

2- المكتتب : الشخص المعنوي أو الطبيعي المسمى على هذا النحو في الشروط الخاصة للعقد.

3- المؤمن له : "صاحب المرائب" وكذا كل الأشخاص العاملين في منشأته والأشخاص الذين يتولون حراسة أو قيادة العربة المشار إليها في البند 4 بعده بإذنه أو بإذن أي شخص معين لهذا الغرض في الشروط الخاصة.

4- العربة المؤمن عليها : كل عربة برية ذات محرك، غير مرتبطة بسكة حديدية مودعة لدى "صاحب المرائب" المؤمن له بحكم مهنته، وعند الاقتضاء، مقطوراتها أو شبه مقطوراتها.

إذا كان "صاحب المرائب" المؤمن له شخصا يمارس بصورة اعتيادية السمسرة أو بيع العربات ذات محرك، يشمل تعريف "العربة المؤمن عليها" كذلك العربات المعدة للبيع التي لم يتم بعد التصريح بالشروع في استخدامها.

المادة 2

غرض الضمان

مع مراعاة الاستثناءات من التأمين المنصوص عليها

لا يمكن للاحتجاج على المؤمن بأي اعتراف بالمسؤولية أو بأي صلح تم دون علمه، ولا يعتبر الاعتراف بحقيقة واقعة ما بمثابة اعتراف بالمسؤولية.

لا يعتبر أي عمل إنساني تجاه الضحية، مثل العناية الطبية والصيدلية المقدمة إلى الجريح وقت الحادثة أو نقله إما إلى منزله وإما إلى المستشفى، بداية لصلح أو قبولاً للمسؤولية شريطة أن لا يؤدي ذلك إلى أي التزام.

المادة 22

حلول المؤمن محل المؤمن له

يحل المؤمن الذي دفع تعويض التأمين محل المؤمن له في حقوقه ودعاويه ضد الأغيار الذين تسببوا بفعلهم في الضرر الناجم عنه ضمان المؤمن، وذلك في حدود مبلغ هذا التعويض.

يمكن للمؤمن أن يعفى كلياً أو جزئياً من الضمان تجاه المؤمن له إذا استحال الحلول لفائدة المؤمن بفعل المؤمن له.

خلافاً للمقتضيات السابقة، لا يحق للمؤمن الرجوع على أزواج المؤمن له وأصوله وفروعه وأصهاره المباشرين ومأموريه ومستخدميه وعماله وخدمه، وعموماً، كل شخص يعيش عادة في منزل المؤمن له، ماعداً في حالة سوء نية أحد هؤلاء الأشخاص.

VII - التقادم

المادة 23

تتقادم كل الدعاوى الناتجة عن هذا العقد بمرور سنتين ابتداءً من وقت حدوث الواقعة التي تولدت عنها هذه الدعاوى وفق الشروط المحددة في المادتين 36 و38 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر.



المادة 19

التخفيض أو الزيادة في قسط التأمين

لتحديد قسط التأمين، يجب على المؤمن الأخذ بعين الاعتبار سوابق المؤمن له فيما يخص الحوادث وذلك عن طريق ضرب القسط المحتسب بصرف النظر عن هذه السوابق، في معامل التخفيض - الزيادة المحدد كالتالي :

0,9 إذا لم يتسبب المؤمن له في أي حادث يتحمل أو يمكن أن يتحمل فيه المسؤولية كلياً أو جزئياً خلال فترة تأمين مدتها أربعة وعشرون (24) شهراً متتالية سابقة لاكتتاب أو تجديد العقد. بالنسبة لتجديد مدة الأربعة وعشرين (24) شهراً المتتالية من التأمين، يقبل انقطاع واحد للتأمين لا تتفوق مدته ثلاثين (30) يوماً.

إذا تسبب المؤمن له في حادث أو أكثر يتحمل أو يمكن أن يتحمل فيه المسؤولية كلياً أو جزئياً خلال مدة الإثني عشر (12) شهراً من التأمين السابقة لاكتتاب أو تجديد العقد، يحدد هذا المعامل، الذي لا يمكن أن يتعدى 2,5، في عدد واحد (1) مضاف إليه، عن كل حادث، أحد الأعداد التالية :

• 0,15 بالنسبة لاستعمال النقل العمومي للمسافرين أو 0,20 بالنسبة للاستعمالات الأخرى إذا كان الحادث مادياً؛

• 0,20 بالنسبة لاستعمال النقل العمومي للمسافرين أو 0,30 بالنسبة للاستعمالات الأخرى إذا كان الحادث بدنياً، أو مادياً وبدنياً في نفس الوقت.

- في الحالات الأخرى، يساوي معامل التخفيض - الزيادة عدد واحد (1).

عندما يكون المؤمن له مؤمناً عن عدة عربات، يحدد ويطبق معامل التخفيض - الزيادة باعتبار كل عربة على حدة.

في الحالة التي يثبت فيها المؤمن له عدم مسؤوليته كلياً وبصفة نهائية عن الحادث، يجب على المؤمن إرجاع جزء قسط التأمين المتعلق بالفرق بين القسط المحصل والقسط الذي كان سيؤديه المؤمن له باعتباره غير مسؤول عن هذا الحادث.

VI - التصريح بالحوادث وتسويته

المادة 20

التزامات المؤمن له في حالة وقوع حادث

تحت طائلة سقوط الحق، يجب على المؤمن له، ماعداً في حالة حادث فجائي أوقوة القاهرة، أن يصرح للمؤمن بكل حادث من شأنه أن يؤدي إلى إثارة ضمان المؤمن، وذلك بمجرد علمه به وعلى أبعد تقدير خلال الخمسة (5) أيام الموالية لوقوعه.

يجب أن يتم التصريح بالحادث كتابة أو شفويًا مقابل وصل :

- إما بالمقر الاجتماعي للمؤمن؛

- إما بوكالة التأمين التي يرتبط بها العقد؛

- إما بالمكتب المباشر للمؤمن الذي يرتبط به العقد؛

- إما لدى وسيط التأمين الموكل لهذا الغرض.

يجب على المؤمن له علاوة على ذلك :

1- أن يبين للمؤمن رقم البوليصه ورقم شهادة التأمين وتاريخ وقوع الحادث باليوم والساعة وطبيعته وظروفه وأسبابه وعواقبه المعروفة أو المفترضة وكذا اسم وعنوان ورقم رخصة سياقة السائق وقت الحادث، وعند الإمكان أسماء وعناوين الضحايا والشهود؛

2- أن يبلغ للمؤمن، في أقرب الآجال، جميع الإشعارات والرسائل والاستدعاءات وطلبات الحضور والمحركات غير القضائية ووثائق الإجراءات القضائية التي قد توجه أو تسلم أو تبلغ له شخصياً أو لمأموريه فيما يخص حادث قد تترتب عنه مسؤولية يشملها الضمان.

المادة 21

الإجراءات القضائية وإجراءات الصلح

يمكن للمؤمن في حالة إقامة دعوى قضائية بشأن المسؤولية المدنية للمؤمن له أن يقوم بما يلي :

أ) الدفاع عن المؤمن له لدى جميع المحاكم غير المحاكم الجنائية وتوجيه الدعوى وممارسة طرق الطعن؛

ب) توجيه الدفاع عن المؤمن له أمام المحاكم الجنائية إلا إذا اعترض هذا الأخير على ذلك، أو المشاركة في هذا الدفاع وممارسة طرق الطعن المرتبطة بالمطالب المدنية.

٧- أقساط التأمين

المادة 15

يؤدى قسط التأمين بموطن المؤمن أو الوكيل الذي عينه لهذا الغرض، ما لم تنص الشروط الخاصة على خلاف ذلك.

في حالة عدم أداء قسط التأمين أو جزء منه داخل العشرة (10) أيام الموالية لتاريخ حلول أجل استحقاقه وبصرف النظر عن حق المؤمن في المطالبة القضائية بتنفيذ العقد، يحق للمؤمن توقيف الضمان عشرين (20) يوما بعد توجيه الإنذار إلى المؤمن له.

وفي الحالة التي يكون فيها القسط السنوي مجزأ، فإن توقيف الضمان الناتج عن عدم أداء أحد أجزاء قسط التأمين تبقى آثاره سارية إلى غاية انصرام الفترة المتبقية من سنة التأمين. وفي كل الحالات، يؤدى القسط أو جزؤه بموطن المؤمن بعد إنذار المؤمن له.

يحق للمؤمن فسخ العقد عشرة (10) أيام بعد انصرام أجل العشرين (20) يوما المشار إليه أعلاه.

يستأنف العقد غير المفسوخ آثاره في المستقبل على الساعة الثانية عشرة زواله من اليوم الموالي لليوم الذي تم فيه دفع القسط المتأخر للمؤمن أو للوكيل المعين من طرفه، أو في حالة تجزئة القسط السنوي، أجزاء القسط التي كانت موضوع الإنذار وتلك التي حل أجل أدائها خلال مدة التوقيف وكذا، إن اقتضى الحال، مصاريف المتابعة والتحويل.

عندما يكون الإنذار موجها خارج المغرب، يضاعف أجل العشرين (20) يوما المشار إليه في الفقرة الثانية.

المادة 16

يتم الإنذار المنصوص عليه في المادة 15 أعلاه بتوجيه رسالة مضمونة إلى المؤمن له أو إلى الشخص المكلف بأداء قسط التأمين إلى آخر موطن له معروف لدى المؤمن. وإذا كان هذا الموطن موجودا خارج المغرب، ترفق الرسالة المضمونة بطلب إشعار بالتوصل. ويجب أن تشير هذه الرسالة، التي يتحمل المؤمن مصاريف إعدادها وإرسالها، صراحة على أنها موجّهة لإنذار وأن تذكر بمبلغ قسط التأمين وتاريخ أجل استحقاقه وأن يدرج فيها نص المادة 21 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر.

المادة 17

لا يصير فسخ العقد ساري المفعول في حالة تطبيق الفقرة الثالثة من المادة 15 أعلاه إلا إذا لم يؤد القسط أو الجزء من القسط قبل انصرام أجل العشرة (10) أيام المنصوص عليه في الفقرة الثالثة من المادة 15 أعلاه.

يصير الفسخ، الذي يجب تبليغه للمؤمن له بواسطة رسالة مضمونة، ساري المفعول في نهاية اليوم الثلاثين (30) الموالي لتاريخ توجيه رسالة الإنذار المنصوص عليها في المادة 15 أعلاه. غير أنه عندما يكون الإنذار موجها خارج المغرب، لا يصير الفسخ ساري المفعول إلا في نهاية اليوم الخمسين (50) الموالي لتاريخ توجيه الرسالة المذكورة.

المادة 18

مراجعة قسط التأمين

إذا نص العقد على الامتداد الضمني، يجب على المؤمن في حالة تغيير مبلغ قسط التأمين أن يشعر بذلك المكتتب بواسطة رسالة مضمونة ستين (60) يوما على الأقل قبل حلول أجل العقد.

يمكن للمكتتب حينئذ أن يفسخ العقد بواسطة رسالة مضمونة توجه إلى المؤمن ثلاثين (30) يوما على الأقل قبل حلول هذا الأجل.

إذا لم يمارس المكتتب حقه في الفسخ المذكور، اعتبر موافقا على مبلغ القسط الجديد المقترح من طرف المؤمن.



المادة 12

انتقال ملكية العربة المؤمن عليها

للمؤمن فسخ العقد عند نهاية هذا الأجل شريطة أن يكون قد أخطر المؤمن له بهذه الإمكانية وذلك بإدراجها بحروف بارزة في الرسالة المتضمنة للاقتراح.

غير أنه لا يمكن للمؤمن أن يعتد بتفاهم الأخطار إذا كان قد أحيط علماً بذلك بأي وسيلة من الوسائل وأبدي موافقته على استبقاء عقد التأمين، خاصة باستمراره في تحصيل أقساط التأمين أو دفعه تعويضاً بعد وقوع حادث.

المادة 14

يكون هذا العقد باطلاً في حالة كتمان أو تصريح كاذب من طرف المؤمن له إذا كان هذا الكتمان أو التصريح يغير موضوع الخطر أو ينقص من أهميته في نظر المؤمن ولو لم يكن للخطر الذي أغفله المؤمن له أو غير طبيعته تأثير على الحادث.

عندئذ، تبقى الأقساط المؤداة كسباً للمؤمن الذي له الحق في تحصيل كل الأقساط المستحقة على سبيل التعويض.

لا يؤدي الإغفال أو التصريح الخاطئ من طرف المؤمن له الذي لم تثبت سوء نيته إلى بطلان التأمين.

إذا تمت معاينة هذا الإغفال أو التصريح الخاطئ قبل أي حادث، يحق للمؤمن إما الإبقاء على العقد مقابل زيادة في القسط يقبلها المؤمن له وإما فسخ العقد عشرة (10) أيام بعد تبليغ المؤمن له بذلك بواسطة رسالة مضمونة.

إذا كانت أو أصبحت الأخطار التي يضمنها العقد مؤمنة بعقود تأمين أخرى، يجب على المؤمن له أن يصرح فوراً بذلك إلى المؤمن

في حالة تفويت العربة المؤمن عليها، يفسخ بقوة القانون عقد التأمين الخاص بالعربة المفوتة فقط وذلك ابتداء من تاريخ تسجيل العربة باسم المالك الجديد، وإذا تعلق الأمر بعربة لا تخضع للتسجيل، يسري مفعول الفسخ ثمانية (8) أيام بعد تاريخ التفويت.

في هذه الحالة، يجب على المؤمن أن يرجع للمؤمن له جزء القسط أو الاشتراك المتعلق بالفترة التي لم يعد ضمان الخطر فيها سارياً.

يمكن للمؤمن والمؤمن له قبل بيع العربة الاتفاق بموجب ملحق لعقد التأمين على تحويل الضمان إلى عربة أخرى يملكها المؤمن له.

يبقى التأمين سارياً بالنسبة للعربات الأخرى المضمنة بموجب العقد والتي بقيت في حيازة المؤمن له.

IV - التصريح بالأخطار من طرف المؤمن له

المادة 13

عند اكتتاب العقد، يجب على المؤمن له أن يصرح بالضبط للمؤمن بكل الظروف المعروفة لديه والتي من شأنها أن تمكن المؤمن من تقدير الأخطار التي يتحملها.

أثناء سريان العقد، يجب على المؤمن له أن يصرح للمؤمن بالظروف المنصوص عليها في الشروط الخاصة والتي ينتج عنها تفاهم الأخطار.

يجب أن يتم هذا التصريح بواسطة رسالة مضمونة، قبل تفاهم الأخطار إذا كان ذلك بفعل المؤمن له، وداخل أجل ثمانية (8) أيام ابتداء من وقت علمه بذلك إذا كان هذا التفاهم دون فعل المؤمن له.

في كلتا الحالتين، يمكن للمؤمن إما أن يفسخ العقد وإما أن يقترح نسبة جديدة للقسط. وإذا اختار المؤمن فسخ العقد، فإن هذا الفسخ يصير ساري المفعول ابتداء من اليوم العاشر (10) من تبليغ الإشعار بالفسخ بواسطة رسالة مضمونة.

إذا لم يرد المؤمن له على اقتراح المؤمن أو إذا رفض صراحة النسبة الجديدة للقسط داخل أجل ثلاثين (30) يوماً ابتداء من تبليغ الاقتراح، يمكن

باستثناء الحالات المنصوص عليها في المادتين 21 و28 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر، لا يكون الجزء من قسط التأمين أو الاشتراك المتعلق بالفترة التي لم يعد ضمان الخطر فيها سارياً كسباً للمؤمن في جميع حالات الفسخ الواقع أثناء فترة التأمين. يجب إرجاعه إذا كان قد أدى من قبل وذلك طبقاً للشروط المنصوص عليها في المواد 24 و25 و26 و27 و29 و31 و33 و46 و267 من نفس القانون.

في جميع الحالات التي تكون فيها للمكتب صلاحية طلب فسخ العقد، يمكن له القيام بذلك حسب اختياره إما بتصريح يتم بالمقر الاجتماعي للمؤمن مقابل وصل وإما بمرحز غير قضائي وإما برسالة مضمونة وإما بأي وسيلة أخرى مشار إليها في الشروط الخاصة.

في جميع الحالات التي تكون فيها للمؤمن صلاحية طلب فسخ العقد، يمكن له القيام بذلك بواسطة رسالة مضمونة بوجهها إلى آخر موطن للمكتب معروف لدى المؤمن.

المادة 11

التوقيف

يتوقف العقد أو يمكن توقيفه في الحالات التالية :

1. توقيف العقد باتفاق الطرفين

في حالة التسخير الناقل لملكية العربية المؤمن عليها (المادة 33 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

2. توقيف العقد بمبادرة من المؤمن

- في حالة عدم أداء قسط التأمين أو جزء منه (المادة 21 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

3. توقيف العقد بقوة القانون

- في حالة تسخير العربية المؤمن عليها لاستعمالها (المادة 34 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

مالك العربية المؤمن عليها (المادة 27 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

3. الفسخ بطلب من ورثة المؤمن له مالك العربية المؤمن عليها

- في حالة وفاة المؤمن له مالك العربية المؤمن عليها (المادة 28 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

4. الفسخ بطلب من المؤمن

(أ) في الحالات المنصوص عليها في المادة 9 أعلاه،

(ب) في حالة عدم أداء قسط التأمين أو جزء منه (المادة 21 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(ج) في حالة تفاقم الأخطار (المادة 24 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(د) قبل أي حادث، في حالة الإغفال أو التصريح الخاطيء بالأخطار إما عند الاكتتاب وإما أثناء مدة العقد (المادة 31 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(هـ) في حالة الإعسار أو التصفية القضائية للمؤمن له مالك العربية المؤمن عليها (المادة 27 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(و) في حالة وفاة المؤمن له مالك العربية المؤمن عليها (المادة 28 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

5. الفسخ بقوة القانون

(أ) في حالة سحب الاعتماد المتعلق بصنف تأمين المسؤولية المدنية عن العربات ذات محرك من المؤمن، يفسخ العقد بقوة القانون من اليوم العشرين (20) على الساعة الثانية عشرة زوالاً، الموالي لتاريخ نشر قرار سحب الاعتماد بالجريدة الرسمية وفق المادة 267 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر؛

(ب) في حالة ضياع كلي للعربية المؤمن عليها (المادة 46 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(ج) في حالة تفويت العربية المؤمن عليها (المادة 29 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(د) في حالة التسخير الناقل لملكية العربية المؤمن عليها (المادة 33 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(هـ) في حالة التصفية القضائية للمؤمن (المادة 27 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

المادة 8

حدود الضمان

إذا كانت مدة العقد تفوق سنة، يجب كتابتها بحروف جد بارزة والتذكير بها كذلك بحروف جد بارزة أعلى توقيع المكتتب.

عند انعدام هذه الإشارة، يمكن للمكتتب، رغم كل شرط مخالف، أن يفسخ العقد دون تعويض كل سنة في التاريخ الذي يصادف تاريخ سريان مفعوله بواسطة إخطار بالفسخ مدته ثلاثون (30) يوماً.

عند انعدام الإشارة إلى المدة، أو إذا كانت هذه الأخيرة غير واردة بحروف جد بارزة، يعد العقد مكتتبا لمدة سنة.

إذا اتفق الطرفان على تمديد العقد بواسطة الامتداد الضمني، وجب التنصيص على ذلك في الشروط الخاصة.

إن مدة كل من الامتدادات الضمنية المتوالية للعقد لا يمكن في أي حال من الأحوال أن تتجاوز سنة واحدة.

في حالة الامتداد الضمني للعقد، يجب أن تتضمن الشروط الخاصة بالتنصيص الوارد في المادة 7 من قرار وزير المالية والخصومة رقم 2240.04 الصادر في 14 من ذي القعدة 1425 (27 ديسمبر 2004) المتعلق بعقد التأمين.

المادة 10

الفسخ

يفسخ العقد أو يمكن فسخه، في الحالات التالية :

1 . الفسخ بطلب من المكتتب

(أ) في الحالات المنصوص عليها في المادة 9 أعلاه؛

(ب) في حالة زوال الظروف التي أدت إلى تفاقم الأخطار المؤمن عليها والمبينة في الشروط الخاصة، إذا امتنع المؤمن عن تخفيض مبلغ القسط نتيجة لذلك (المادة 25 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر)؛

(ج) في حالة فسخ عقد آخر من طرف المؤمن بعد وقوع حادث (المادة 26 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر).

2 . الفسخ بطلب من دائني المؤمن له مالك العربية المؤمن عليها

- في حالة الإعسار أو التصفية القضائية للمؤمن له

مع احترام مقتضيات المادة 123 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر، يمكن تحديد مبلغ الضمان في الشروط الخاصة.

يضمن المؤمن ويتحمل وحده، زيادة على المبلغ المضمون، الفوائد وصوائر الإجراءات القضائية أو غيرها وكذا الأتعاب، حتى ولو كان التعويض الممنوح للمصاب أو لذوي حقوقه يتجاوز المبلغ المضمون؛ غير أن الفوائد المتعلقة بالجزء من التعويض الملحق بهذه الكيفية على عاتق المؤمن له المضمون بصفة غير كافية يتحملها هذا الأخير.

في حالة منح إيراد عمري للغير أو للمسافرين المنقولين أو لذوي حقوقهم، يحدد سقف التكاليف الملقة على كاهل المؤمن على أساس قيمة رأسمال الإيراد الممنوح يوم إبرام الاتفاق أو صدور القرار القضائي؛ وتحسب هذه القيمة حسب التعريفية الخاصة بالصندوق الوطني للتقاعد والتأمين، المحدث بمقتضى الظهير الشريف رقم 1.59.301 الصادر في 24 من ربيع الآخر 1379 (27 أكتوبر 1959)، والمتعلقة بتكوين إيراد من رأسمال قابل للتفويت.

III - إبرام العقد وتاريخ سريانه وفسخه

المادة 9

إبرام العقد وتاريخ سريانه ومدته

يعتبر هذا العقد ناجزاً بمجرد التوقيع عليه من لدن الطرفين؛ ويجوز للمؤمن أن يتابع تنفيذه ابتداء من ذلك الوقت، ولكن التأمين لا يكون له مفعول إلا ابتداء من التاريخ المبين في الشروط الخاصة. وتطبق نفس المقتضيات على كل ملحق بهذا العقد.

لا تحول هذه المقتضيات دون التزام المؤمن والمؤمن له تجاه بعضهما البعض بواسطة تسليم مذكرة تغطية، ولو قبل تسليم عقد التأمين أو الملحق.

يرجم العقد للمدة المحددة في الشروط الخاصة. غير أن لكل من الطرفين الحق أن ينسحب من العقد عند انصرام مدة ثلاثمائة وخمسة وستين (365) يوماً ابتداء من تاريخ سريان العقد، شريطة أن يخبر الطرف الآخر بذلك وفق الكيفيات المنصوص عليها في المادة 10 بعده، بواسطة إخطار بالفسخ مدته ثلاثون (30) يوماً.

المادة 5

الاستثناءات التي يمكن ضمانها بمقابل

يمكن تمديد ضمان الأخطار المستثناة بموجب المادة 4 البنود أ) و ب) و ج) و هـ) و و) و ز) و ك) باتفاق بين الطرفين منصوص عليه صراحة في الشروط الخاصة.

المادة 6

الاستثناءات المتعلقة بالأشخاص المنقولين

فيما يتعلق بالأضرار البدنية اللاحقة بالأشخاص المنقولين على متن العربة المؤمن عليها، غير الأشخاص الجاري عليهم الإستثناء بموجب البند ل) من المادة 4 أعلاه، لا يكون لضمان مسؤولية المؤمن له مفعول :

أ) فيما يخص العربات المعدة للنقل العمومي للأشخاص، إلا إذا كان الركاب منقولين داخل عربات مجهزة بهيكل مهيا لنقل المسافرين؛

ب) فيما يخص سيارات الأجرة (طاكسيات أو عربات للركاء)، إلا إذا كان عدد الأشخاص المنقولين لا يتجاوز العدد المنصوص عليه في رخصة النقل؛

ج) فيما يخص العربات الأخرى المعدة لنقل المسافرين، باستثناء النقل الحضري، إلا إذا كان عدد الأشخاص المنقولين لا يتجاوز العدد المبين في الشروط الخاصة بعشرة في المائة (10%) ولا بخمسة (5) أشخاص. لا يعتبر الأطفال الذين تقل سنهم عن عشر (10) سنوات إلا بنسبة النصف؛

د) فيما يخص العربات السياحية، إلا إذا كان عدد الأشخاص المنقولين لا يفوق بأكثر من خمسين في المائة (50%) عدد المقاعد المقررة من طرف الصانع وعند عدم ذلك عدد المقاعد المرخص به من لدن الوزارة المكلفة بالنقل. لا يعتبر الأطفال الذين تقل سنهم عن عشر (10) سنوات إلا بنسبة النصف؛

هـ) فيما يخص العربات المعدة لنقل البضائع، إلا إذا :

- كان الركاب منقولين إما داخل المقصورة وإما على مسطح مجهز بحواجز وإما داخل هيكل مغلق؛

- كان عدد الأشخاص المنقولين لا يتجاوز ثمانية (8)

أشخاص في المجموع ولا خمسة (5) أشخاص خارج المقصورة. لا يعتبر الأطفال الذين تقل سنهم عن عشر (10) سنوات إلا بنسبة النصف؛

و) فيما يخص الجرارات غير المعدة لنقل البضائع والعربات ذات الثلاث عجلات والعربات ذات العجلتين مع مقطورة جانبية، إلا إذا كان عدد الأشخاص المنقولين لا يتجاوز عدد المقاعد المقررة من طرف الصانع. غير أن وجود طفل تقل سنه عن خمس (5) سنوات صحية شخص بالغ على متن مقطورة جانبية لا يعد تجاوزا لهذا العدد؛

ز) فيما يخص العربات ذات العجلتين، إلا إذا كانت لا تنقل أكثر من راكب واحد زيادة على السائق كيما كانت سن هذا الراكب؛

ح) فيما يخص المقطورات أو شبه المقطورات التي يشملها تعريف العربة المؤمن عليها، إلا بشرط أن تكون مصنوعة من أجل نقل الأشخاص وأن يكون الركاب منقولين داخل المقطورة أو شبه المقطورة.

المادة 7

الاستثناء المتعلق برخصة السياقة

مع مراعاة مقتضيات الفقرة الثانية من البند د) من المادة 4 أعلاه، لا يطبق التأمين إذا كان سائق العربة لا يتوفر وقت الحادث على رخصة سياقة صالحة طبقا للقوانين الجاري بها العمل لسياقة العربة المؤمن عليها.

لا يطبق الاستثناء من التأمين إذا كان العقد يتعلق بعربة مزودة بجهاز سياقة مزدوج (سيارة التعليم) عندما يتلقى السائق درسا في السياقة بمساعدة مدرب يتوفر على رخصة سياقة قانونية أو خلال اجتياز الامتحان.



II - استثناءات من التأمين وحدود الضمان

المادة 4

استثناءات عامة

لا يضمن هذا العقد مايلي :

(أ) الأضرار الطارئة أثناء سباق رالي العربات أو الاختبارات أو السباقات أو المنافسات (أو تجاربها)، إذا شارك فيها المؤمن له بصفته متباريا أو منظمًا أو مأمورا لأحدهما؛

(ب) الأضرار التي تسببت فيها العربة المؤمن عليها إذا كانت تنقل مواد قابلة للإشتعال أو متفجرات أو مواد آكلة أو محرقة. غير أنه لا يؤخذ بعين الاعتبار لتطبيق هذا الاستثناء، النقل الذي لا يتجاوز حمولته 500 كيلوغرام أو 600 لتر من الزيوت أو البنزين المعدني أو المواد المماثلة بما في ذلك التموين بالوقود السائل أو الغازي الضروري لمحرك العربة المؤمن عليها؛

(ج) الأضرار اللاحقة بالبضائع أو بالأشياء المنقولة في العربة المؤمن عليها وكذا السرقات المتعلقة بهذه البضائع أو الأشياء؛

(د) الأضرار التي تسبب فيها عمدا مكتتب العقد أو مالك العربة المؤمن عليها وكذا كل شخص يتولى بإذن من المكتتب أو مالك العربة دراستها أو قيادتها.

غير أن المؤمن يبقى ضامنا للخسائر والأضرار التي يتسبب فيها الأشخاص الذين يكون المؤمن له مسؤولا عنهم مدنيا بموجب الفصل 85 من الظهير الشريف الصادر في 9 رمضان 1331 (12 أغسطس 1913) المعتبر بمثابة قانون الالتزامات والعقود، وذلك কিما كانت طبيعة وجسامة أخطاء هؤلاء الأشخاص؛

(هـ) الأضرار الناتجة عن الآثار المباشرة أو غير المباشرة للإنفجارات أو إنبعاث الحرارة أو الإشعاعات المنبثقة من تفاعلات نووية أو النشاطات الإشعاعية وكذا الآثار الإشعاعية الناجمة عن التسريع الإصطناعي للجسيمات؛

(و) الأضرار الناتجة عن حرب خارجية أو أهلية أو عن فتن أو اضطرابات شعبية؛

(ز) مع مراعاة مقتضيات الفقرة الثالثة من المادة 2

أعلاه، الأضرار الناتجة عن عمليات شحن أو تفريغ العربة المؤمن عليها؛

(ح) الغرامات وأعشارها؛

(ط) الأضرار التي تسببت فيها العربة المؤمن عليها إذا كانت تستخدم للنقل بعوض عندما يكون العقد غير مبهم لتأمين عربة مصرح بها لمثل هذا الإستعمال؛

(ي) الأضرار التي تسببت فيها العربة المؤمن عليها، عندما يودعها المؤمن له لدى أصحاب المرائب والأشخاص الذين يمارسون بصورة اعتيادية السمسرة أو البيع أو الإصلاح أو الإغائة أو مراقبة حالة العربات ذات محرك وذلك بحكم مهنتهم؛

(ك) الأضرار الناتجة عن تشغيل الجفان المتحركة والرافعات وغيرها من الآلات المجهزة بها العربة المؤمن عليها، إذا كانت هذه العربة مثبتة للقيام بالأشغال، وكذا الأضرار المادية :

- التي تسببت فيها العربة المؤمن عليها المصنعة أو المعدة خصيصا لإنبجاز الأشغال داخل الأوراش أو للشحن والتفريغ أو لإنبجاز أشغال ذات صبغة صناعية أو غابوية وذلك أثناء استعمالها للقيام بهذه الأشغال؛

- الناتجة عن حريق أو انفجارات تسببت فيها العربة المؤمن عليها المصنعة أو المعدة خصيصا للتخميم أو السكن عندما تكون مثبتة خارج الطريق العمومية قصد استعمالها لهذا الغرض؛

(ل) الأضرار اللاحقة بالأشخاص الآتي ذكرهم :

1. مكتب العقد ومالك العربة المؤمن عليها وكل شخص يتولى بإذن من المكتتب أو مالك العربة دراستها أو قيادتها؛

2. سائق العربة المؤمن عليها؛

3. الممثلون القانونيون للشخص المعنوي مالك العربة المؤمن عليها إذا كانوا منقولين على متنها؛

4. أجراء أو مأمورو المؤمن له أو السائق المسؤول عن الحادثة وذلك أثناء مزاوله مهامهم.

ملحق 1

الشروط النموذجية العامة للعقد المتعلق بتأمين "المسؤولية المدنية عن العربات ذات محرك"

يخضع عقد تأمين "المسؤولية المدنية عن العربات ذات محرك" المبينة شروطه النموذجية العامة بعده، للقانون رقم 17-99 المتعلق بمدونة التأمينات كما تم تغييره وتتميمه وكذا للنصوص المتخذة لتطبيقه.

1 - غرض ونطاق الضمان

المادة الأولى

تعريف

يراد بما يلي :

1. المكتب

الشخص المعنوي أو الطبيعي المسمى على هذا النحو في الشروط الخاصة للعقد.

2. المؤمن له

مكتب العقد ومالك العربة المؤمن عليها وكل شخص يتولى، بإذن من المكتب أو مالك العربة، حراستها أو قيادتها، باستثناء أصحاب المراتب والاشخاص الذين يمارسون بصورة اعتيادية السمسرة أو البيع أو الإصلاح أو الإغائة أو مراقبة حالة العربات ذات محرك، وكذا مأمورهم فيما يخص العربات المودعة لديهم بحكم مهنتهم.

3. العربة المؤمن عليها

العربة البرية ذات محرك، غير المرتبطة بسكة حديدية، المبينة في الشروط الخاصة وعند الاقتضاء، مقطوراتها أو شبه مقطوراتها المبينة كذلك في الشروط الخاصة.

4. الشخص المنقول بدون عوض

كل راكب ينقل بدون أجر، حتى ولو تم نقله من طرف المؤمن له قصد قضاء عمل مشترك أو يساهم في صوائر الطريق دون أداء واجب النقل.

المادة 2

غرض الضمان

مع مراعاة الاستثناءات من التأمين المنصوص عليها في المواد 4 و6 و7 وأدناه وكذا حدود الضمان الواردة

في المادة 8 بعده، تضمن مقابله التأمين وإعادة التأمين، المسماة بعده « المؤمن »، المسؤولية المدنية للمؤمن له التي يمكن أن تثار بسبب الأضرار البدنية أو المادية، اللابحة بشخص أو ممتلكات الأعيان والنتيجة عن حوادث أو حرائق أو انفجارات تسببت فيها العربة المؤمن عليها أو نجمت عن مفعول أدوات وتوابع ومواد تستخدم في استعمالها، وعن أشياء ومواد تنقلها وكذا عن سقوط هذه الأدوات أو التوابع أو الأشياء أو المواد.

يسري الضمان على الحوادث التي تسببت فيها العربة المؤمن عليها :

أ - إذا كانت تقطر بصفة عرضية عربة معطلة ؛

ب - إذا كانت هي نفسها تقطرها عربة أخرى.

إذا كانت العربة المؤمن عليها عربة إغائة، يسري الضمان عندما تقطر أو تنقل هذه العربة عربات أخرى وعندما تقوم بعمليات متعلقة بالإغائة.

ويشمل الضمان العواقب المالية المترتبة عن المسؤولية المدنية التي يمكن تحملها من جراء حادثة نجمت عن فتح أحد أبواب العربة المؤمن عليها من لدن شخص كان يركبها أو يقصد ركوبها.

المادة 3

النطاق الجغرافي

يسري مفعول التأمين في المغرب وكذا في البلدان المنخرطة في الإتفاقية النموذجية فيما بين المكاتب المنظمة للبطاقة الخضراء أو في الاتفاقية ما بين البلدان الأعضاء في جامعة الدول العربية المتعلقة بسير السيارات عبر البلدان العربية وبطاقة التأمين الدولية العربية الخاصة بالسيارات (البطاقة البرتغالية) الموقع عليها بتونس يوم 15 من ربيع الآخر 1395 (26 أبريل 1975) والصادر الأمر بنشرها بموجب الظهير الشريف رقم 1.77.183 بتاريخ 5 شوال 1397 (19 سبتمبر 1977)، أو في كل اتفاقية ثنائية أو متعددة الأطراف متعلقة بأي بطاقة أخرى صادق عليها المغرب وقام بنشرها .

بالنسبة للبطاقة الخضراء، تبين في الشروط الخاصة لائحة الدول التي يسري فيها مفعول التأمين. يمكن تمديد الضمان باتفاق الطرفين إلى كل الدول المشار إليها صراحة في الشروط الخاصة.



قرار وزير المالية والخصوصية رقم 1053.06 صادر في 28 من ربيع الآخر 1427 (26 ماي 2006) يحدد الشروط النموذجية العامة للعقود المتعلقة بتأمين المسؤولية المدنية عن العربات ذات محرك.

تاريخ تجديدها بالنسبة للعقود الجارية. غير أن مقتضيات المادة 19 من الملحق 1 والمادة 17 من الملحق 2 بهذا القرار لا تطبق إلا ابتداء من 6 يوليو 2006.

المادة الرابعة

وزير المالية والخصوصية،

ينشر هذا القرار بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 28 من ربيع الآخر 1427 (26 ماي 2006)

الإمضاء : فتح الله ولعلو

بناء على القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.238 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3 أكتوبر 2002)، كما تم تغييره وتنظيمه؛

وعلى المرسوم رقم 2.04.355 الصادر في 19 من رمضان 1425 (2 نوفمبر 2004) بتطبيق القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، لا سيما البند 15 من المادة الأولى منه؛

وبعد استطلاع رأي اللجنة الاستشارية للتأمينات،

قرر ما يلي :

المادة الأولى

تطبقا للبند 15 من المادة الأولى من المرسوم رقم 2.04.355 الصادر في 19 من رمضان 1425 (2 نوفمبر 2004) المشار إليه أعلاه، فإن الشروط النموذجية العامة للعقود المتعلقة :

- بتأمين «المسؤولية المدنية عن العربات ذات محرك» المشار إليه في المادة 120 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر أعلاه هي تلك المحددة في الملحق 1 بهذا القرار؛

- بتأمين «المسؤولية المدنية لأصحاب المرائب عن العربات ذات محرك» المشار إليه في المادة 120 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر هي تلك المحددة في الملحق 2 بهذا القرار.

المادة الثانية

ينسخ قرار وزير المالية والخصوصية رقم 857.05 الصادر في 2 ربيع الأول 1426 (11 أبريل 2005) بتحديد الشروط النموذجية العامة للعقود المتعلقة بتأمين المسؤولية المدنية عن العربات ذات محرك.

المادة الثالثة

يدخل هذا القرار حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ نشره بالجريدة الرسمية فيما يخص العقود الجديدة ومن

سَنَلام



التأمين أوطو

الشروط النموذجية العامة

سَنَلام



التأمين أوطو

الشروط النموذجية العامة

التأمين على غير الحياة | التأمين على الحياة